

**RAPPORT DU CONSEIL
DE L'UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-TROISIÈME SESSION
SUPPLEMENT N° 31 (A/33/31)



NATIONS UNIES

**RAPPORT DU CONSEIL
DE L'UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE - TROISIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 31 (A/33/31)



NATIONS UNIES

New York, 1978

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
RAPPORT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES	1 - 33	1
ANNEXES		
I Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies		7
II Bureau et membres des comités permanents du Conseil de l'Université des Nations Unies		9
III Université des Nations Unies : Rapport du Recteur au Conseil		11
IV Récapitulation des contributions annoncées et versées au Fonds de dotation et aux Fonds de fonctionnement de l'Université des Nations Unies au 20 juin 1978		79
V Membres des comités consultatifs pour les programmes et coordonnateurs des programmes et des projets de l'Université des Nations Unies		83

RAPPORT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES

1. Le Conseil de l'Université des Nations Unies a tenu sa neuvième session à Tokyo, du 5 au 9 décembre 1977, et sa dixième session à Vienne, du 26 au 30 juin 1978, à l'invitation du Gouvernement autrichien. Au cours de l'année 1977-1978, il s'est réuni 10 jours au total pour examiner les programmes de l'Université, les problèmes qui se posent à elle et la façon dont elle fonctionne.
2. Le Conseil a accueilli 12 nouveaux membres à sa neuvième session, à l'occasion de son premier renouvellement partiel. (Voir la liste des membres ci-après, à l'annexe I.)
3. Le Conseil s'est acquitté de sa tâche au cours de ses sessions plénières et par l'intermédiaire de deux comités permanents : Comité des finances et du budget et Comité des programmes et des relations institutionnelles. Le Bureau et les membres des comités permanents, ainsi que le Président du Conseil, ont été élus à l'unanimité. M. Marcel Roche préside le Conseil depuis la neuvième session, tenue en décembre 1977. (Voir la liste des membres du bureau, des comités permanents et du président ci-après, à l'annexe II.)
4. A sa session de juin 1978, tenue à Vienne, le Conseil a reçu un rapport du Recteur (voir ci-après, annexe III). Ce rapport dresse le bilan des travaux de l'Université au cours de l'année 1977-1978 et résume en outre le chemin accompli au cours des trois premières années d'activité.
5. Après l'avoir examiné, le Conseil a réaffirmé son adhésion sans réserve aux objectifs de la Charte ainsi qu'aux programmes prioritaires et aux activités de programme entrepris depuis 1975.
6. Le Conseil s'est félicité de l'ampleur qu'ont prise les activités en 1977-1978, dont il est rendu compte ci-après au paragraphe 18. Un réseau international est maintenant en place grâce auquel les programmes de l'Université sont présents dans 60 pays environ; le réseau regroupe désormais 16 institutions associées. Trente bourses de l'Université des Nations Unies ont été attribuées en 1977-1978 et 20 "fellows" ont achevé leur formation et sont retournés dans leur pays d'origine, prêts à affronter les problèmes de leurs propres sociétés. C'était là la première étape du plan de l'Université, qui vise à développer l'aptitude de ceux qui participent à ces programmes à contribuer au progrès, à l'application et à la diffusion des connaissances. (Voir A/91/49/Add.2, par. 7 de l'article premier de la Charte.)
7. Le Conseil a souligné que les trois programmes actuellement menés par l'Université (Programme sur la famine dans le monde, Programme de développement humain et social et Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles) étaient en rapport direct dans le cadre d'une stratégie commune. La réunion, tenue en avril 1978, à laquelle ont participé des membres des trois comités consultatifs du Programme, qui se sont occupés de l'interaction et de l'intégration des trois programmes, a marqué un jalon dans la brève histoire de l'Université. On a avancé à cette occasion la planification de deux activités interprogrammes et on en a mis en route trois autres.
8. Le Conseil a jugé encourageante la participation à chaque programme aussi bien de spécialistes de renommée mondiale que de personnes et d'équipes intéressées à

l'action sociale pratique dans les pays en développement. On s'efforce dans chaque programme de faire le lien entre connaissance et expérience et vice-versa.

9. Le Conseil a souligné qu'il était indispensable que chaque programme fasse l'objet d'un examen critique et d'une évaluation, que son déroulement soit suivi régulièrement et que l'information sur les résultats obtenus soit très largement diffusée. Il a pris des mesures pour atteindre ces deux objectifs. L'Université envisage de rester en contact avec les "fellows" de l'Université des Nations Unies qui ont regagné leur pays d'origine afin de les aider à utiliser les connaissances et les compétences qu'ils viennent d'acquérir.

10. Le Conseil, qui a été favorablement impressionné par la manière dont les programmes se développent, s'est en même temps vivement inquiété des problèmes financiers auxquels doit faire face l'Université à cette étape critique. On trouvera ci-après à l'annexe IV une récapitulation des contributions actuellement annoncées et versées au Fonds de dotation et au Fonds de fonctionnement.

11. Le Conseil s'est félicité du soutien permanent du Gouvernement japonais et s'est déclaré extrêmement encouragé par l'appui appréciable apporté financièrement et sous d'autres formes par de nombreux pays en développement et du fait que de nombreux pays ont contribué financièrement à la réalisation de projets particuliers.

12. Les contributions effectivement reçues depuis juin 1977 sont les suivantes :

<u>Gouvernement</u>	<u>Montant versé</u>	<u>Date</u>
Arabie saoudite	581 818 livres (1 070 000 dollars E.-U.)	15 décembre 1977
Autriche	Un million de schillings (61 600 dollars E.-U.)	19 octobre 1977
Chypre	1 291 dollars E.-U.	5 juin 1978
Ghana	14 790 dollars E.-U. 500 000 dollars E.-U.	21 juin 1977 5 décembre 1977
Grèce	20 000 dollars E.-U.	28 décembre 1977
Japon	10 000 000 dollars E.-U.	31 janvier 1978
Norvège	Un million de couronnes norvégiennes (194 780 dollars E.-U.)	8 février 1978
Pays-Bas	100 000 dollars E.-U.	12 juillet 1977
Philippines	5 000 dollars E.-U.	19 avril 1978
Suède	Un million de couronnes suédoises (208 877 dollars E.-U.)	10 novembre 1977
Suisse	100 000 francs suisses (53 763 dollars E.-U.)	7 mars 1978
Venezuela	2 millions de dollars E.-U.	6 septembre 1977
Zaïre	100 000 dollars E.-U.	6 juillet 1977
<hr/>		
14 330 101 dollars E.-U.		

13. En dépit de ces contributions, le Conseil est arrivé à la conclusion que, à moins que de nouveaux et importants versements ne soient effectués, le plan d'ensemble, l'ampleur et les modalités de fonctionnement de l'Université devront être entièrement revus. En fait, malgré les résultats satisfaisants enregistrés en 1977-1978, les chances qu'a l'Université de se développer comme le Conseil pense qu'elle le devrait ont déjà sérieusement diminué.

14. Les effectifs du personnel du siège de l'Université, à Tokyo, restent strictement limités (89 personnes) et le Conseil s'est inquiété des difficultés qui en ont résulté. Mais on a déjà entrepris, après la nomination en 1978 du Directeur de l'information, de réorganiser et de renforcer - c'est là un point essentiel - le programme d'information de l'Université.

15. Le film intitulé "Connaissances sans frontières", produit en commun avec le Service de l'information des Nations Unies, a été achevé. Le bulletin UNU Newsletter a été amélioré et ses modalités de distribution sont en cours de réexamen.

16. Les premières publications de l'Université, qui illustrent les trois programmes, sont en cours d'impression sous la responsabilité des services universitaires.

17. La gamme étendue des activités de l'Université impose une lourde charge au Recteur. Ses collaborateurs, les vice-recteurs, et lui-même, ainsi que nombre de membres importants du personnel de l'Université ont passé une grande partie de l'année à voyager à travers le monde dans le but de faire mieux comprendre en quoi consiste l'Université et de lui assurer un appui accru. Sept réunions consultatives rassemblant 458 participants venus de 39 pays, se sont tenues avec succès en différentes parties du monde. Mais le fait que les personnalités les plus importantes de l'Université soient obligées de passer une grande partie de leur temps à collecter des fonds leur impose une lourde charge, qui les contraint de se détourner d'autres activités.

18. L'élargissement des programmes de recherche et de formation, dont il est question à l'article VII de la Charte, a été planifié par les trois comités consultatifs du programme et lors de réunions de travail communes.

a) Programme sur la famine dans le monde

19. En juin 1978, dans le cadre du Programme sur la famine dans le monde, avaient été créées huit institutions associées et des négociations étaient en cours en vue d'en créer quatre autres.

20. Les projets spécifiques menés dans le cadre du Programme ont porté comme en 1976-1977, sur les besoins nutritionnels de l'homme et les moyens de les satisfaire, sur la conservation des aliments après la récolte, et sur les objectifs nutritionnels et alimentaires dans le cadre de la planification nationale du développement. C'est le dernier de ces projets qui doit constituer le principal centre d'intérêt. Des rapports ont été reçus sur des projets de recherche relatifs aux besoins en protéines et en énergie au Guatemala, à la Jamaïque, dans la République de Corée et en Thaïlande.

21. Une collaboration étroite s'est établie avec d'autres institutions spécialisées de l'ONU, dont la FAO, l'OMS, l'UNESCO et le FISE, et des activités de coopération ont également pu être menées par l'intermédiaire d'autres organismes de recherche nationaux et internationaux et du fait que l'Université est représentée au Sous-Comité sur la nutrition du Comité administratif de coordination du Secrétariat. Des journées d'études ont été consacrées à l'examen des aspects des techniques agricoles, alimentaires et relatives à la nutrition, qui se recoupent, d'une part aux Philippines et d'autre part en Hongrie, où elles étaient organisées conjointement avec l'Académie des sciences de Hongrie et l'Académie royale suédoise des sciences. Au cours de journées d'études organisées au Mexique, on a examiné l'influence de la politique des prix sur la nutrition.

b) Programme de développement humain et social

22. Dans sa deuxième année d'existence, le Programme s'est poursuivi grâce à un réseau d'institutions associées ayant leur siège en Argentine, au Mexique, à Sri Lanka, en Suisse et au Venezuela, ainsi qu'à l'aide de quelque 50 unités de recherche réparties dans le monde entier. Des spécialistes représentant différentes disciplines, écoles de pensée, traditions culturelles et idéologies contribuent ensemble à la réalisation de ce programme.

23. Deux sous-programmes d'importance majeure ont été lancés pour étudier des problèmes humains souvent difficiles mais toujours fondamentaux - l'un sur les problèmes de développement et l'autre sur la technologie au service du développement.

24. Le Programme n'a pas encore trouvé sa forme définitive, mais il a été marqué par trois événements importants au cours de l'année écoulée : un séminaire latino-américain s'est tenu au Mexique en novembre, en collaboration avec la Facultad Latino-americana de Ciencias Sociales et El Colegio de Mexico; une conférence sur le thème des autres modèles possibles de sociétés idéales s'est tenue à Mexico en avril, en collaboration avec le Centre d'études économiques et sociales du tier monde (Third World Center for Economic and Social Studies) et la Fédération mondiale de futurologie (World Future Studies Federation); enfin, une conférence sur le thème "Autres modes de vie possibles" s'est tenue en avril à Cartigny (Suisse), en collaboration avec l'Association pour le développement international (ADI).

25. L'Université a collaboré étroitement avec d'autres organes, notamment des centres de recherche dispersés à travers les cinq continents. Au nombre de ces organes figurent cinq institutions associées, 25 unités de recherche, s'intéressant aux objectifs, processus et indicateurs du développement social, quatre unités s'intéressant aux systèmes de recherche-développement dans le milieu rural et sept unités de recherche s'intéressant à la mise en commun de techniques traditionnelles.

26. L'Université a été étroitement associée à l'UNESCO, à l'UNITAR, à la CNUCED, au PNUD, à l'ONUDI, et au Comité consultatif des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique au développement.

c) Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

27. Le Programme a été lancé en février 1977; il a été mis en place une première institution associée en 1978 et des négociations sont actuellement en cours en vue d'en créer d'autres. Les sous-programmes portent sur des questions se rapportant aux domaines de l'écologie du développement rural dans les régions tropicales humides, à l'évaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides et à l'approvisionnement des collectivités rurales en énergie. Des journées d'études ont été tenues en avril et mai 1978 en Algérie sur l'énergie solaire, au Japon sur l'aménagement des zones côtières et aux Philippines sur les systèmes de ressources.

28. L'Université a collaboré étroitement avec d'autres institutions des Nations Unies, notamment la FAO, le PNUE et l'UNESCO. Le projet sur les systèmes d'interaction entre les hautes et les basses terres est complémentaire du Programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère. L'Université a collaboré également avec des agences bilatérales et des organisations scientifiques telles que le Conseil international des unions scientifiques (CIUS) et le Comité scientifique pour les problèmes de développement (CSPE).

29. Avant de conclure le présent rapport, le Conseil de l'Université tient à souligner les trois points suivants :

a) Du fait de l'extension des activités de l'Université en 1977-1978 il est maintenant possible d'évaluer sa contribution au système des Nations Unies en se fondant, non plus sur ses ambitions, mais sur ses résultats. Le Programme sur la

famine dans le monde est le plus avancé, mais les trois programmes sont tous passés du stade de la planification à celui de la réalisation.

b) Néanmoins, trois années représentent une courte période dans la vie d'une université et évaluer le bilan d'une seule année est une entreprise difficile. Au stade actuel du développement de l'Université, l'année 1977-1978 a été inévitablement consacrée en grande partie à des consultations prolongées et suivies. Les travaux de l'Université ne sont pas encore suffisamment connus et il apparaît indispensable d'entretenir le dialogue avec particuliers, institutions et gouvernements.

c) Le Conseil a l'intention de procéder à une évaluation critique du fonctionnement et des activités de l'Université des Nations Unies, en particulier des méthodes d'application et d'exécution de ses programmes, et de rendre compte de ses résultats dans les rapports à venir.

30. En tant que nouvelle institution autonome, l'Université apporte une contribution spécifique mais en même temps complémentaire de celle d'autres organes universitaires et d'institutions des Nations Unies, en particulier de l'UNESCO et de l'UNITAR. Elle appartient au système des Nations Unies et, à ce titre, peut exercer une large influence grâce aux liens qui l'unissent à tous les autres éléments de ce système. Toutefois, en sa qualité d'université autonome, elle peut emprunter librement à la science et à l'expérience de diverses cultures et créer des conditions qui stimulent la pensée créatrice. Sa Charte lui donne mission (par. 2 de l'article premier) de reconnaître "les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité" et de poursuivre des objectifs multidisciplinaires de recherche et de formation en vue de résoudre ces problèmes. Ces problèmes mondiaux se multipliant, il faut maintenant les considérer dans une perspective totalement nouvelle.

31. L'Université, qui met en place son propre réseau universel par-delà les frontières nationales et les limites des disciplines universitaires, a pu faire appel en 1977-1978 aux services de spécialistes venus du monde entier ainsi qu'à des chercheurs et à des équipes d'avant-garde engagés dans des actions collectives dans le monde entier. Elle s'efforce en chaque occasion de créer les conditions d'une recherche créatrice et d'un échange efficace.

32. L'Université, qui est organisée essentiellement de manière à traiter les problèmes à différents niveaux dans un cadre général, se distingue à la fois d'une université traditionnelle et d'autres types d'institution. Cependant, elle est consciente qu'il lui faut non seulement prendre des initiatives, coordonner ses activités, mais aussi faire oeuvre complémentaire et partager son expérience. Bien qu'il n'existe pas d'autre exemple d'un tel réseau universel, c'est davantage en fonction de leur utilité spécifique que de leur caractère unique que sont définis les objectifs et le contenu de chacun de ses programmes.

33. En 1977-1978, l'Université a élargi son influence, suscitant l'intérêt et l'enthousiasme du public dans de nombreuses régions du monde, y compris dans certains pays en développement, qui fondent de grands espoirs sur son extension future. Le Conseil entend bien la voir poursuivre dans cette voie en 1978-1979 et, à longue échéance, justifier les espérances qu'elle a suscitées. Néanmoins, il a réaffirmé sa profonde inquiétude que, sauf dans l'hypothèse d'une amélioration considérable de la situation financière en 1978-1979, il ne soit impossible de maintenir et de développer le schéma actuel, à fortiori de l'étoffer, et ainsi de réaliser pleinement le potentiel de l'Université, conformément à sa Charte. Aux termes de celle-ci, il est imparti à l'Université une noble et utile tâche sur laquelle le Conseil appelle d'une seule voix l'attention.

ANNEXE I

Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies

- M. Marcel Roche, Investigador Titular, et ancien Directeur de l'Institut vénézuélien de recherche scientifique, Caracas (Venezuela) (Président du Conseil).
- M. Jacob Festus Ade-Ajayi, vice-chancelier de l'Université de Lagos, Lagos (Nigéria), et ancien Président du Conseil de l'Université des Nations Unies (1976-1977).
- Mme Estefania Aldaba-Lim, représentante spéciale pour l'Année internationale de l'enfant du FISE, New York (Etats-Unis d'Amérique), et ancienne Vice-Présidente de l'Université féminine des Philippines a/.
- M. Pawel Bozyk, professeur d'économie à l'Ecole centrale de planification et de statistique de Varsovie (Pologne) a/.
- Lord Briggs, principal de Worcester College de l'Université d'Oxford (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).
- M. Carlos Chagas, directeur de l'Institut de biophysique de Rio de Janeiro (Brésil) a/.
- M. Wilbert Kumalija Chagula, ministre des affaires communautaires, Arusha (République-Unie de Tanzanie), et ancien Président du Conseil national de la recherche scientifique de Tanzanie a/.
- M. Jean Coulomb, président de l'Académie des sciences de Paris (France) a/.
- M. P. N. Dhar, professeur de sciences économiques à l'Institut de la croissance économique de l'Université de Delhi, New Delhi (Inde) (Vice-Président) a/.
- M. Shams E. El-Wakil, ambassadeur, représentant permanent de la République arabe d'Egypte auprès de l'UNESCO, Paris (France) et ancien Président de l'Université arabe de Beyrouth a/.
- M. Roger Gaudry, président de l'Association internationale des universités, Montréal (Canada), ancien Recteur de l'Université de Montréal et ancien Président du Conseil de l'Université des Nations Unies (1974-1975).
- M. Hans Löwbeer, chancelier des universités suédoises, Stockholm (Suède).
- Le R. P. Felipe E. Mac Gregor, ancien Recteur de l'Université catholique de Lima (Pérou) a/.
- M. Yoshinori Maeda, ancien Président de la Société de radiotélévision japonaise, Tokyo (Japon),
- M. Abdelsalam Majali, ministre de l'éducation et Ministre d'Etat attaché au Cabinet du Premier Ministre, Amman (Jordanie), et ancien Président de l'Université de Jordanie (Vice-Président) a/.

a/ Entré(e) au Conseil en mai 1977.

- M. Malu wa Kalenga, commissaire aux sciences nucléaires et Directeur du Centre régional pour les études nucléaires de Kinshasa, Université nationale du Zaïre, Kinshasa (Zaïre) a/.
- M. Antonio E. Marussi, professeur de géodésie, Institut de géodésie et de géophysique, Université de Trieste, Trieste (Italie).
- M. Majid Rahnema, conseiller spécial auprès du Premier Ministre et de l'Organisation impériale des services sociaux, membre du Conseil exécutif de l'UNESCO, et ancien Ministre de la science et de l'enseignement supérieur, Téhéran (Iran).
- M. Seydou Madani Sy, recteur de l'Université de Dakar, Dakar (Sénégal) (Vice-Président).
- M. Stephan Verosta, professeur de droit international, de relations et de jurisprudence internationales, Vienne (Autriche) (Vice-Président) a/.
- M. Edward W. Weidner, chancelier de l'Université du Wisconsin, Green Bay, Wisconsin (Etats-Unis d'Amérique).
- Mme Ines Wesley Tanaskovic, Commission nationale yougoslave pour l'UNESCO, professeur d'informatique, Académie de médecine, Belgrade (Yougoslavie) (Vice-Président) a/
- M. Eric Eustace Williams, Premier Ministre de la Trinité-et-Tobago.
- Mlle Keniz Fatima Yusuf, ancienne Secrétaire du Conseil national de l'éducation, Ministère de l'éducation, Islamabad (Pakistan).

ANNEXE II

Bureau et membres des comités permanents du Conseil
de l'Université des Nations Unies

Président du Conseil :	M. Marcel Roche
Vice-Présidents du Conseil :	M. P. N. Dhar M. Abdelsalam Majali M. S. Madani Sy M. Stephan Verosta Mme Ines Wesley Tanaskovic
Président du Comité des programmes et des relations institutionnelles ^{a/} :	M. Majid Rahnema
Président du Comité des finances et du budget :	M. Stephan Verosta
Membres du Comité :	M. W. K. Chagula M. Roger Gaudry M. Hans Löwbeer M. Y. Maeda Mme K. F. Yusuf

^{a/} Tout membre du Conseil est aussi membre du Comité des programmes et des relations institutionnelles.

ANNEXE III

Université des Nations Unies : Rapport
du Recteur au Conseil

(Juin 1977-juin 1978)

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragrapnes</u>	<u>Pages</u>
I. Introduction	1 - 5	15
II. Evénements saillants de la troisième année	6 - 13	16
III. Activités menées dans le cadre des programmes	14 - 139	18
A. Généralités	16 - 28	18
1. Orientation et interdépendance des trois programmes	16	18
2. Activités communes aux programmes	17 - 21	20
3. Comités consultatifs des programmes	22	21
4. Programme de bourses de l'Université des Nations Unies	23 - 28	21
B. Programme sur la famine dans le monde	29 - 56	26
1. Institutions associées	30 - 42	26
2. Projets de recherche appliquée	43 - 46	30
3. Ateliers et réunions techniques	47 - 49	31
4. Coordination du Programme et collaboration avec le système des Nations Unies	50 - 54	36
5. Réunion du Comité consultatif	55 - 56	37
C. Programme de développement humain et social	57 - 84	38
1. L'Université, centre de réflexion sur le développement	60 - 63	40
2. Problèmes de développement	64 - 72	41
3. Technologie et développement	73 - 80	47
4. L'éducation au service du développement	81 - 84	49

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragrap</u> hes	<u>Pages</u>
D. Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles	85 - 120	51
1. Bases écologiques du développement rural dans les régions tropicales humides	88 - 102	51
2. Evaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides	103 - 108	56
3. Systèmes d'énergie pour les communautés rurales	109 - 120	58
E. Services d'appui aux programmes	121 - 139	61
1. Réunions de consultation	121 - 130	61
2. Services culturels	131 - 134	62
3. Services d'information	135 - 137	64
4. Services administratifs	138 - 139	64
IV. Collecte de fonds, finances et budget	140 - 154	65
A. Collecte de fonds	140 - 148	65
B. Finances et budget	149 - 154	67
1. Recettes	149 - 151	67
2. Dépenses	152 - 154	68
V. Conseil de l'Université	155 - 162	70
VI. Bilan des trois premières années d'existence de l'Université	163 - 181	73
1. Principales difficultés	164 - 167	73
2. Accomplissement de la mission de l'Université .	168	74
3. Détermination des problèmes mondiaux pressants	169	74

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
4. Contribution à la compréhension, à la science et à la connaissance pratique	170 - 171	74
5. Programme sur la famine dans le monde	172	75
6. Programme de développement humain et social	173 - 175	76
7. Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles	176 - 177	76
8. Activités communes des programmes	178	77
9. Développement de la communauté internationale de savants	179 - 181	78

I. INTRODUCTION

1. Au cours de l'année écoulée, la communauté internationale de chercheurs qu'est l'Université des Nations Unies a connu une expansion rapide. Sans l'ombre d'un doute, cette communauté dont la charte exposait clairement la vision est devenue réalité.
2. L'essor de cette institution nouvelle et unique en son genre, dont les programmes sont à l'échelle du globe, a ouvert des perspectives et permis d'acquérir une expérience qui donnent aux programmes unité et cohésion. En avril 1978, l'Université a vécu l'événement qui, sur le plan intellectuel, est sans doute le plus mémorable de sa jeune histoire : venus des quatre coins du monde, représentant toute une gamme de disciplines, des chercheurs et des hommes de science, membres de ses trois comités consultatifs, se sont réunis pour la première fois afin d'étudier les moyens d'accroître l'interaction entre les programmes et de lancer des activités communes dans différentes parties du monde.
3. Survie, développement et bien-être de l'humanité sont indissociables et c'est de cette prise de conscience qu'est née l'Université. Il est urgent d'unifier les recherches entreprises sur les graves problèmes auxquels le monde est confronté, et ce dans une optique pluridisciplinaire et interculturelle, reflétant des points de vue idéologiques variés (or cette nécessité jette un défi à certaines habitudes bien ancrées dans l'esprit scientifique. Pour pallier la fragmentation du savoir due au cloisonnement universitaire, et l'absence d'un échange d'idées véritablement universel, il est indispensable de déployer des efforts sérieux et durables). Nombre de membres de la communauté intellectuelle et scientifique de par le monde se sont déclarés prêts à fournir aux côtés de l'Université l'effort cohérent et tenace qui, par le truchement de la recherche et d'une formation postuniversitaire alliées à la diffusion des connaissances, contribuera à résoudre les "problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité".
4. Il reste que, si aptitudes et volonté de coopérer sont une chose, encore faut-il trouver les moyens de promouvoir activement et d'organiser avec soin la coopération scientifique internationale dont il s'agit. On ne saurait assez souligner que la situation financière de l'Université est à un stade critique. Faute de nouvelles contributions généreuses versées rapidement par des Etats Membres au Fonds de dotation, la viabilité et l'efficacité de l'institution, telles que les envisage la charte, avec l'aval explicite de vastes secteurs de la communauté intellectuelle mondiale, seront remises en cause.
5. Le terrain couvert par le présent rapport au Conseil sur la troisième année d'opération de l'Université des Nations Unies est plus vaste qu'il n'est de coutume pour un rapport annuel. C'est que l'Université étant une institution de date récente, et donc mal connue dans bien des régions du monde, il est utile de présenter un rapport cumulatif sur son développement depuis l'inauguration du siège à Tokyo, en septembre 1975; un survol des trois premières années figure donc en conclusion.

II. EVENEMENTS SAILLANTS DE LA TROISIEME ANNEE

6. Entre juin 1977 et juin 1978, le réseau international de chercheurs et d'institutions mis en place par l'Université des Nations Unies s'est élargi jusqu'à couvrir plus de 50 pays. Près de 60 bourses de formation postuniversitaire ont été allouées; les premières publications ont paru, de nouvelles consultations régionales ont eu lieu, rassemblant responsables universitaires, scientifiques et gouvernementaux; enfin, de nouveaux et importants efforts ont été déployés pour alimenter le Fonds de dotation. Les principaux événements de la troisième année sont rappelés dans les paragraphes suivants :

A. Activités relevant des programmes

1. Programme sur la famine dans le monde

7. Le Programme sur la famine dans le monde a apporté une importante contribution aux connaissances en matière de besoins nutritionnels de l'homme, de conservation des aliments après la récolte et de planification des politiques nutritionnelles et alimentaires. Le nombre des institutions avec lesquelles le Programme est associé est passé de 3 à 8; 20 "fellows" ont suivi en 1977-1978 un programme de formation postuniversitaire; 7 cadres de recherche ont pu se rendre dans diverses institutions, au Guatemala, en Inde et aux Philippines; 30 nouvelles bourses ont été attribuées. Sept "fellows" ont mené à bien leurs projets, de même que deux chercheurs ayant bénéficié de bourses. Deux réunions ont eu lieu, l'une à Mexico, touchant l'incidence de la politique des prix alimentaires sur la nutrition et l'autre en Hongrie, sur la corrélation entre agriculture, sciences de l'alimentation et nutrition.

2. Programme de développement humain et social

8. En créant ce programme, l'Université est devenue une tribune mondiale sur les problèmes du développement. Des projets intéressants des scientifiques associés à 60 universités et institutions de recherche, dans une quarantaine de pays, ont été lancés dans le cadre du Programme. Des liens d'association ont été établis avec cinq institutions, en Argentine, au Mexique, à Sri Lanka, en Suisse et au Venezuela. Le Comité consultatif a tenu deux réunions; plusieurs projets de rencontre ont été mis sur pied et le premier séminaire régional de l'Université des Nations Unies a regroupé des chercheurs latino-américains. Des activités ont été lancées pour que les trois programmes de l'Université aient en commun un cursus sur les questions du développement.

3. Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

9. Dans le cadre de ce programme des projets de recherche ont été lancés visant à améliorer la coordination et la mise en application des connaissances existantes de manière à satisfaire les besoins du monde en développement, sur le plan énergétique et écologique. L'Université s'est associée à une institution

costa-ricienne et des négociations sont en cours dans les pays suivants : Algérie, Indonésie, Iran, Islande, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Soudan et Thaïlande. Un programme de bourses de formation a été institué. Des réunions de planification et des séminaires ont eu lieu. Un service d'information sur l'énergie solaire, dont la base d'opération sera au Japon, est en cours de création. L'état des ressources naturelles mondiales fera l'objet d'un manuel, actuellement en préparation.

B. Activités d'appui au Programme

1. Réunions consultatives

10. Sept réunions ont eu lieu, auxquelles ont assisté 458 personnes, originaires de 39 pays. Les participants se sont vu expliquer le but de l'Université et de ses programmes et il leur a été possible de rencontrer des responsables des milieux universitaires et scientifiques et d'organismes gouvernementaux. Au cours des derniers mois de 1977, des réunions ont eu lieu à Caracas, Washington, Ottawa et Tokyo. Au début de 1978, des réunions consultatives ont eu lieu à New Delhi, Doha et Athènes.

2. Services culturels

11. Outre les réunions scientifiques tenues dans le cadre des trois programmes prioritaires, l'Université, dans le cadre de son effort de diffusion des connaissances, a annoncé le lancement de trois séries de publications par les services culturels. Sept rapports ont déjà paru et plusieurs autres sortiront dans un proche avenir.

3. Services d'information

12. Ils ont été renforcés grâce à la nomination d'un Directeur de l'information. Un bureau de liaison pour l'Europe a été créé à Londres. Le film réalisé sur l'Université vient d'être distribué : il sera projeté dans le monde entier.

C. Collecte de fonds

13. Des démarches ont été faites auprès des gouvernements des Etats Membres, en vue de solliciter leur participation au Fonds de dotation. Depuis juin 1977, 27 pays ont ainsi été pressentis et à l'heure actuelle 19 Etats ont versé des contributions ou pris des engagements à cet égard, certains autres s'appêtant à le faire. Les 19 Etats ayant versé des contributions sont les suivants : Arabie saoudite, Autriche, Chypre, Ghana, Grèce, Inde, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Saint-Siège, Sénégal, Soudan, Suède, Suisse, Tunisie, Venezuela et Zaïre.

III. ACTIVITES MENEES DANS LE CADRE DES PROGRAMMES

14. Avant de présenter les travaux menés par l'Université dans le cadre de ses trois programmes prioritaires, il serait utile de définir leur axe d'orientation et les rapports qui les unissent, ainsi que les activités conjointes entreprises durant l'année écoulée. Cette présentation sera suivie d'une brève description des comités consultatifs des programmes et du programme de bourses de l'Université des Nations Unies.

15. La figure 1 ci-après montre les principaux éléments que comportent les programmes prioritaires initiaux de l'Université - Famine dans le monde, Utilisation et gestion des ressources naturelles, Développement humain et social. On trouvera aux pages 22 et 23 des cartes indiquant a) la répartition géographique des membres du Conseil et des comités consultatifs des trois programmes (figure 2), et b) l'emplacement des institutions actuellement associées à l'Université et de celles qui le seront un jour (figure 3). Les cartes du réseau, incluses dans les chapitres portant sur les différents programmes, montrent elles aussi à quel point l'Université est décentralisée, son activité s'exerçant dans le monde entier (figures 4, 6 et 7).

A. Généralités

1. Orientation et interdépendance des trois Programmes

16. Le Programme sur la famine dans le monde est centré sur le besoin matériel le plus fondamental de l'humanité : une alimentation suffisante pour tous. Il s'agit de cerner et de combler les lacunes importantes existant dans le domaine de la nutrition et de résoudre les problèmes politiques liés à l'accès de chacun à une alimentation suffisante. Le Programme de développement humain et social concerne les connaissances et, ce qui est peut-être plus important, les changements d'orientation qui sont nécessaires pour rendre plus efficaces les efforts de développement humain et social dans le monde. Le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles a trait à l'utilisation des ressources naturelles pour améliorer le niveau et la qualité de la vie. Les problèmes de l'utilisation des ressources et de la production d'énergie ainsi que de la gestion de l'environnement, qui influent tous sur le développement humain et social, sont donc au centre des préoccupations dans ce domaine.

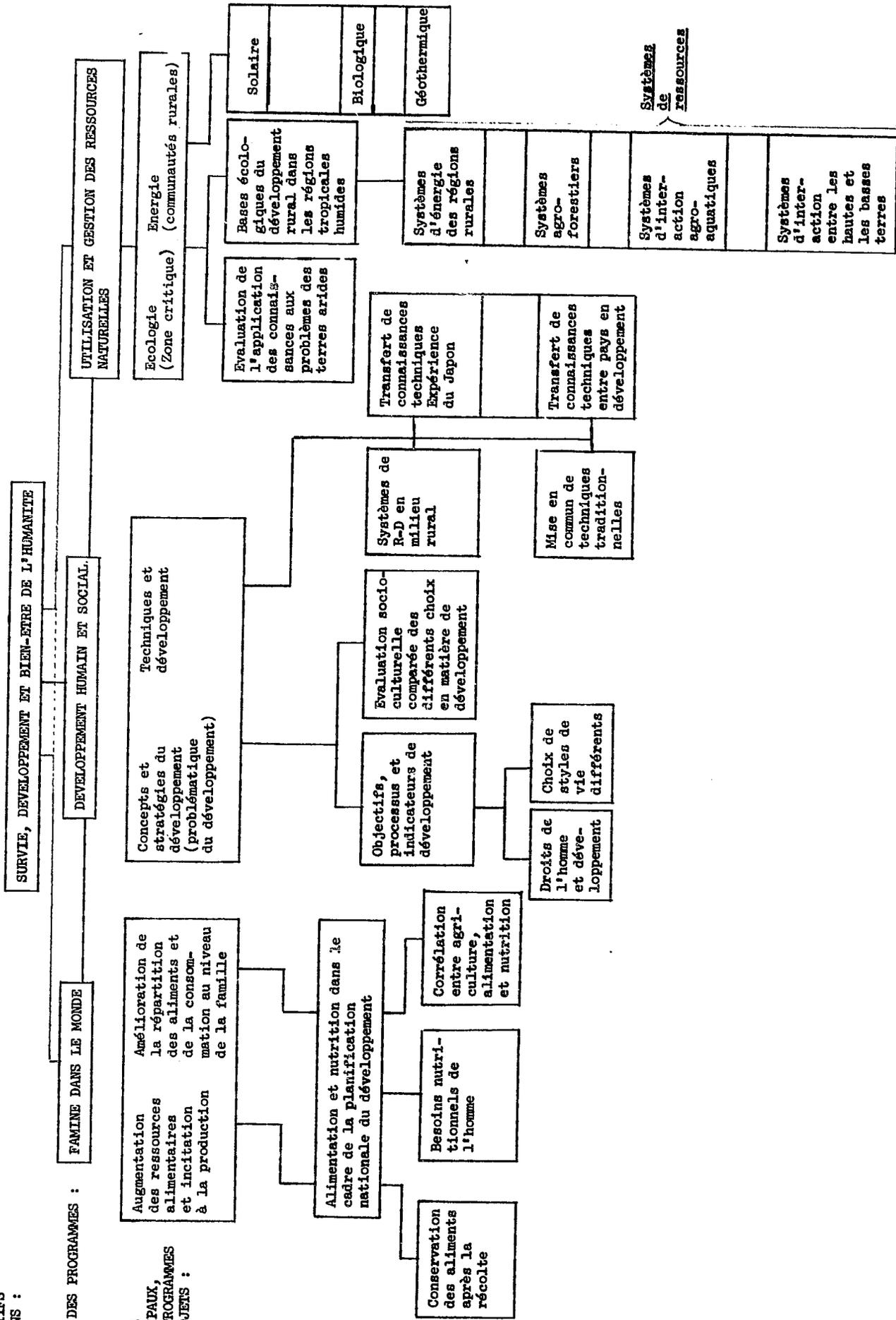
Figure 1

Université des Nations Unies : Programmes initiaux - 1978

OBJECTIFS
COMMUNS :

SUJET DES PROGRAMMES :

SUJETS
PRINCIPAUX,
SOUS-PROGRAMMES
ET PROJETS :



2. Activités communes aux programmes

17. Dès le départ, l'Université s'est efforcée de développer au maximum l'interaction entre ses trois programmes car les problèmes qu'ils visent à résoudre sont interdépendants et ils font intervenir, pour leur étude et leur solution pratique, des facteurs complexes dont il faut tenir compte dans tous les programmes. Ainsi, en raison des nombreux rapports existant entre les trois programmes prioritaires de l'Université, on s'efforce chaque fois que possible de coordonner et d'intégrer leurs activités, lors des débats du Conseil, des réunions du personnel de l'Université, de réunions communes de membres des comités consultatifs des programmes et de réunions communes de travail. En avril 1978, les membres des comités directeurs des trois comités consultatifs des programmes, les coordonnateurs de programmes et projets et le personnel de l'Université se sont réunis pour la première fois, au siège de l'Université de Tokyo.

18. A cette occasion, une réunion commune des comités directeurs du Programme sur la famine dans le monde et du Programme sur le développement humain et social a également eu lieu pour lancer des études communes visant à élaborer des objectifs et des indicateurs en matières de planification des politiques alimentaires et nutritionnelles. Les activités communes qui seront entreprises dans le cadre des deux programmes porteront sur la mise en commun des techniques endogènes en particulier sur la conservation au niveau des villages des aliments après les récoltes.

19. Précédemment, le Programme sur la famine dans le monde et le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles avaient élaboré un projet commun relatif au traitement biologique des déchets organiques, au niveau du village, pour l'alimentation du bétail. Le personnel des deux programmes a rencontré des experts dans ce domaine appartenant à la FAO, à l'UNESCO, à la Fédération internationale des instituts de hautes études et de l'Institut néerlandais de recherche sur la nutrition des animaux, lors d'une réunion de planification tenue à Athènes (Grèce) en mars 1978, pour élaborer un programme continu de travail dans ce domaine. Les activités débiteront par un atelier commun consacré à la conversion biologique des déchets organiques dans les collectivités rurales, qui aura lieu au Guatemala en novembre 1978. L'utilisation de l'énergie solaire pour le séchage des aliments constitue un autre domaine dans lequel ces deux programmes élaboreront des activités communes à l'avenir.

20. Le Programme sur le développement humain et social entreprend pour l'Université un programme international d'enseignement intitulé "l'enseignement au service du développement". Grâce aux activités d'enseignement menées dans le cadre de ce programme en cours d'évolution, les trois programmes prioritaires peuvent conjointement diffuser les résultats de leurs recherches et faire participer de nombreux universitaires et responsables du monde entier à l'examen de leurs travaux et à l'utilisation qui en est faite. Parallèlement, les activités d'enseignement aideront les pays à élaborer des programmes d'enseignement propres à développer l'esprit d'interdépendance mondiale et de coopération internationale pour la solution des problèmes communs.

21. Le personnel de l'Université prévoit de développer les activités inter-programmes portant sur les domaines communs aux trois programmes. Ainsi, l'interaction entre les trois programmes devient une caractéristique notable de l'Université à mesure que les programmes prennent de l'importance.

3. Comités consultatifs des programmes

22. Chaque programme est épaulé par un Comité consultatif constitué d'universitaires et de chercheurs éminents appartenant à la communauté universitaire internationale. Collectivement, ces comités font connaître l'Université des Nations Unies dans le monde entier et lui permettent de disposer en tout temps d'un mécanisme critique de planification et d'évaluation.

4. Programme de bourses de l'Université des Nations Unies

23. L'objectif essentiel du programme de bourses de l'Université est de former des spécialistes à la recherche appliquée pluridisciplinaire et à la formulation et à la planification de politiques afin que ceux-ci puissent occuper des postes appropriés dans des institutions clefs de pays en développement.

24. Le choix des boursiers a lieu après une évaluation préliminaire du candidat et de l'institution dont il fait partie, effectuée par un représentant de l'Université ou une personne désignée par l'Université pour étudier la situation sur place. Lorsque l'évaluation est favorable, le candidat est jugé par un jury de l'institution associée à l'Université, où la formation doit avoir lieu.

25. L'évaluation durant la période de formation comprend des rapports périodiques établis par les "fellows", une évaluation par le Directeur ou le Conseiller de recherche de l'institution, une évaluation périodique par le jury et une évaluation une fois la formation achevée. Sur recommandation de l'institution associée, les "fellows" dont la formation s'est achevée avec succès reçoivent un certificat délivré conjointement par l'institution associée et l'Université.

26. Jusqu'à présent, 50 personnes, dont 9 femmes, se sont vu octroyer une bourse par l'Université. Ces personnes sont originaires de 23 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Moyen-Orient. Vingt ont achevé leur programme d'étude et 29 reçoivent actuellement une formation.

27. Par ailleurs, l'Université octroie des bourses supérieures à des chefs d'établissements ou de départements universitaires de recherche appliquée et de formation pour leur permettre de se rendre dans les institutions associées appropriées et d'étudier l'organisation et la gestion de la recherche, y compris la planification et l'évaluation des projets.

28. C'est le personnel de l'Université qui choisit les titulaires de bourses pour cadres de recherche. A ce jour, sept "fellows" d'Indonésie, du Mexique, du Soudan, de Tanzanie et de Thaïlande se sont rendus dans des institutions associées.

Figure 2

Répartition géographique des membres du Conseil et des comités consultatifs

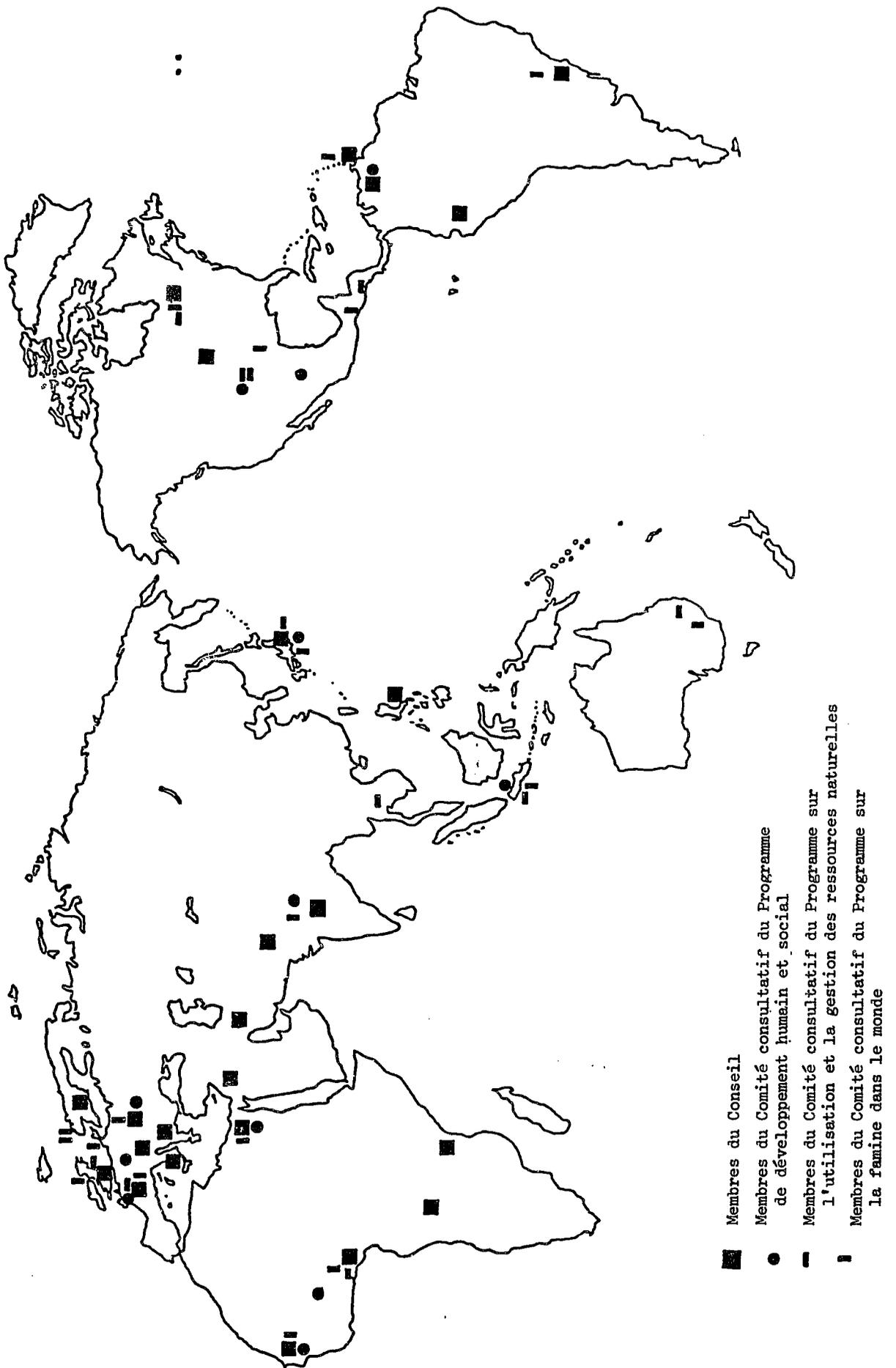
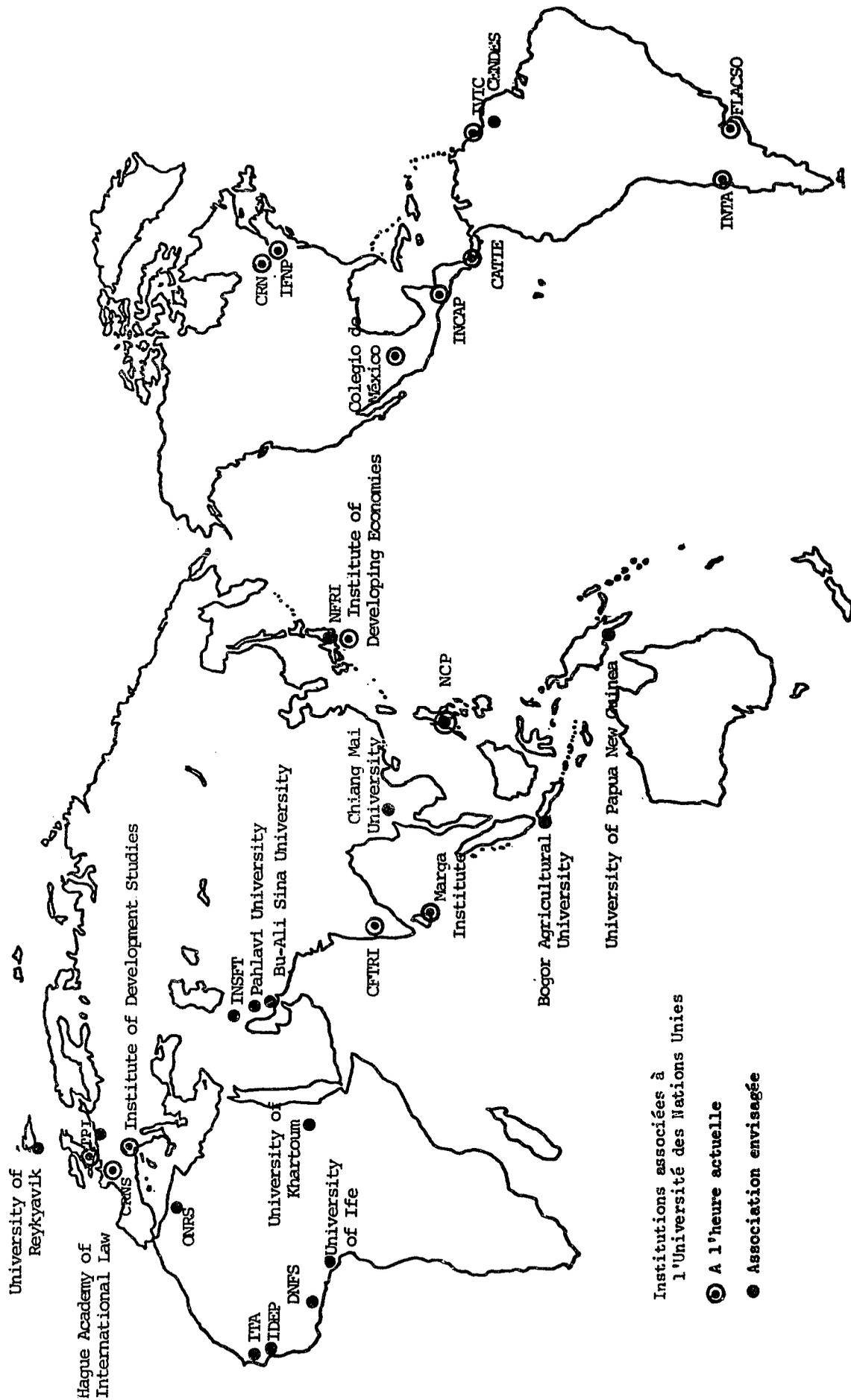


Figure 3

Institutions associées à l'Université des Nations Unies



Institutions associées à l'Université des Nations Unies

● A l'heure actuelle

● Association envisagée

INSTITUTIONS ASSOCIEES A L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES

1. Programme sur la famine dans le monde

a) Institutions actuellement associées :

- i) Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, Guatemala (Guatemala)
- ii) Institut central de recherche sur les techniques alimentaires, Mysore (Inde)
- iii) Centre de nutrition des Philippines, Manille (Philippines)
- iv) Institut de la nutrition et des techniques alimentaires, Santiago (Chili)
- v) Institut des produits tropicaux, Londres (Royaume-Uni)
- vi) Institut vénézuélien de recherche scientifique, Caracas (Venezuela)
- vii) Programme international de politique alimentaire et nutritionnelle, Massachusetts Institute of Technology et Havard, Cambridge, Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique)
- viii) Centre de recherche en nutrition, Université Laval (CRN), Québec (Canada)

b) Institutions avec lesquelles une association est prévue :

- i) Institut national de recherche alimentaire, Tokyo (Japon)
- ii) Département de la science alimentaire et de la nutrition, Université du Ghana, Legon (Ghana)
- iii) Institut de technologie alimentaire, Dakar (Sénégal)
- iv) Institut des sciences de la nutrition et des techniques alimentaires, Téhéran (Iran)

2. Programme de développement humain et social

a) Institutions actuellement associées :

- i) Institut d'études du développement, Genève (Suisse)
- ii) Institut Marga, Colombo (Sri Lanka)
- iii) El Colegio de Mexico, Mexico (Mexique)
- iv) Institut d'études sur le développement économique, Tokyo (Japon)
- v) Faculté latino-américaine de sciences sociales, Buenos Aires, (Argentine)

- b) Institutions avec lesquelles une association est prévue :
- i) Université de Bu-Ali Sina, Hamadan (Iran)
 - ii) Université centrale du Venezuela (Venezuela)
 - iii) Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas)
 - iv) Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Dakar (Sénégal)

3. Programme sur les ressources naturelles

- a) Institutions actuellement associées :

Centre de formation et de recherche en matière d'agriculture tropicale (CATIE), Turrialba (Costa Rica)

- b) Institutions avec lesquelles une association est prévue :

- i) Université d'Ife, Ile-Ife (Nigéria)
- ii) Université d'agronomie de Bogor, Bogor (Indonésie)
- iii) Université de Chiangmai, Chiangmai (Thaïlande)
- iv) Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée)
- v) Université de Khartoum, Khartoum (Soudan)
- vi) Université Pahlavi, Chiraz (Iran)
- vii) Université de Reykjavik et Office national de l'énergie, Reykjavik (Islande)
- viii) Organisation nationale de la recherche scientifique, Alger, (Algérie)

B. Programme sur la famine dans le monde

29. En 1977, le Programme sur la famine dans le monde a continué de mettre l'accent sur l'adoption d'une approche pluridisciplinaire et concrète, indispensable pour résoudre les problèmes de la famine et de la malnutrition dans le monde. Les activités au titre du Programme sont actuellement organisées autour de trois sous-programmes : a) les besoins nutritionnels de l'homme et les moyens de les satisfaire; b) la conservation des aliments après la récolte; c) les objectifs nutritionnels et alimentaires dans le cadre de la planification nationale du développement. L'accent est mis essentiellement sur le troisième sous-programme; les deux autres lui sont complémentaires. Conjointement à ces trois sous-programmes, les recherches porteront également sur les rapports et l'interaction entre l'agriculture, les techniques alimentaires et la nutrition. Grâce à ces activités étroitement liées et se renforçant mutuellement, les travaux se poursuivent dans les institutions associées au Programme sur la famine dans le monde.

1. Institutions associées

30. En juin 1978, les huit institutions associées suivantes avaient été choisies dans autant de pays différents pour mener des travaux dans le cadre du Programme sur la famine dans le monde :

- a) Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (INCAP), (Guatemala);
- b) Central Food Technological Research Institute (CFTRI), (Institut central de recherche sur les techniques alimentaires) de Mysore (Inde);
- c) Le Centre de nutrition des Philippines (NCP) à Manille;
- d) L'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires de Santiago (Chili);
- e) L'Institut des produits tropicaux (TPI) de Londres (Royaume-Uni);
- f) L'Institut vénézuélien de recherche scientifique (IVIC) de Caracas;
- g) Le Programme international de politique alimentaire et nutritionnelle du Département de la science alimentaire et de la nutrition et le Centre d'études internationales du Massachusetts Institute of Technology et de la Harvard School of Public Health de Cambridge, Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique);
- h) Le Centre de recherche en nutrition de l'Université Laval, à Québec (Canada).

31. Les "fellows" du programme de formation et de recherche de l'Université à l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama au Guatemala participent à des activités intéressant les trois sous-programmes. Ainsi, ils comprennent mieux la complexité des problèmes de la famine dans le monde, des travaux de recherche multidisciplinaires nécessaires et de l'optique multisectorielle qu'il convient d'adopter pour leur solution. Les projets de recherche appliquée entrepris par les "fellows" sont notamment les suivants :

- a) Etude des effets de l'apport énergétique sur les besoins en protéines des enfants d'âge préscolaire d'Amérique centrale, pour déterminer quel est le ratio énergie-protéine le plus favorable dans les régimes alimentaires locaux;
- b) Etudes biochimiques et physiologiques des conséquences des nouveaux programmes nationaux d'iodisation du sel;
- c) Travaux sur la valeur nutritionnelle et les caractéristiques physiques des régimes alimentaires au Nigéria et élaboration de méthodes pratiques peu coûteuses pour les modifier en vue d'accroître leur valeur nutritionnelle;
- d) Etudes sur les moyens d'assurer les besoins en fer grâce à l'enrichissement du régime alimentaire, et sur les incidences des carences de fer, notamment de leurs effets sur le système immunologique;
- e) Recherches sur les facteurs et les caractéristiques démographiques influant sur les taux de mortalité infantile, et utilité des techniques nutritionnelles et autres pour modifier ces taux;
- f) Etudes sur la contribution que peut apporter l'agronomie pour la sélection de meilleures variétés de légumineuses ayant une valeur nutritionnelle plus élevée et des caractéristiques physiques et chimiques mieux adaptées à leur transformation à l'aide de techniques peu coûteuses.

32. Le Central Food and Technological Research Institute (Inde) offre des moyens d'étude et de recherche sur les problèmes de la conservation et de la préservation des aliments après les récoltes ainsi que sur leur transformation, plus particulièrement sur les besoins particuliers des pays en développement. Les recherches appliquées entreprises par les "fellows" dans le cadre de leur formation comprennent les travaux suivants :

- a) Mise au point et essai d'emballages peu coûteux fabriqués à l'aide de matériaux locaux pour prévenir les pertes de céréales, de fruits et de légumes durant la manutention, l'entreposage et le transport;
- b) Elaboration de méthodes simples de conservation des fruits pour leur consommation hors saison et, en particulier, pour la conservation des fruits et légumes sous forme de concentrés;
- c) Utilisation de farines de graines oléagineuses pour la mise au point d'aliments nutritifs destinés aux programmes d'alimentation des enfants;
- d) Mise au point de modèles appropriés pour la gestion efficace des institutions de recherche-développement dans le domaine des sciences et techniques alimentaires dans les pays en développement;
- e) Transformation primaire des céréales;
- f) Elaboration d'un programme de formation aux sciences et techniques alimentaires au Soudan.

33. Une réunion consultative d'experts de la FAO sur les techniques simples de conservation, de mouture et de traitement des légumineuses a eu lieu au Central Food and Technological Research Institute de Mysore en novembre 1977. Les "fellows" de l'Institut et deux "fellows" de l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama ont participé à la réunion.

34. Trois cycles de formation auxquels ont participé des "fellows" de l'Université ont été organisés par le Centre de nutrition des Philippines. Cette formation, qui comprenait plusieurs semaines de formation pratique dans des zones rurales, a permis aux "fellows" de planifier et d'exécuter des programmes d'alimentation et de nutrition au niveau national et au niveau des collectivités.

35. Durant la dernière semaine du troisième cycle de formation, le Centre a organisé une mission d'étude dans le cadre du Programme sur la famine dans le monde, à l'intention de 11 hauts fonctionnaires responsables de programmes sanitaires, ressortissants des pays d'origine des "fellows" participants. Le but était de leur faire mieux connaître le programme de formation Université des Nations Unies/Centre de nutrition des Philippines. En leur faisant connaître le programme et les objectifs de la formation, on espérait qu'ils seraient en mesure de mieux utiliser les "fellows" à leur retour. Certains participants à la mission ont indiqué à ce sujet que des "fellows" de leurs pays qui avaient déjà reçu une formation occupaient maintenant des postes de responsabilité dans le domaine de la planification alimentaire et nutritionnelle.

36. Les cinq projets connexes entrepris à l'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires (INTA) du Chili portent sur les besoins nutritionnels de l'homme et la mesure dans laquelle les régimes alimentaires locaux permettent d'y répondre, ainsi que sur les objectifs en matière d'alimentation et de nutrition dans la planification nationale du développement. Ces projets sont les suivants :

- a) Anémies dues aux carences de fer chez les enfants en bas âge et leur prévention;
- b) Evaluation d'un régime alimentaire mixte au Chili afin de répondre aux besoins en protéines et en calories d'adultes appartenant à des groupes à faible revenu vivant dans des conditions normales;
- c) Rôle de l'information pour encourager l'allaitement au sein dans les collectivités urbaines marginales;
- d) Evaluation de l'assainissement en tant que moyen d'améliorer la nutrition;
- e) Elaboration d'indices économiques permettant de connaître les groupes exposés à des carences nutritionnelles graves sur la base du pouvoir d'achat des familles urbaines à faible revenu et, partant, de leur consommation de produits alimentaires.

Les résultats de ces recherches peuvent servir à élaborer des programmes appropriés en vue d'améliorer la nutrition dans l'ensemble de l'Amérique latine et dans de nombreux autres pays.

37. L'association avec l'Institut vénézuélien de recherche scientifique permet d'étendre à d'autres pays d'Amérique latine le programme efficace de l'Institut sur le problème des carences de fer chez l'homme. Ce travail contribuera à la prévention de ces carences en permettant de déterminer les produits alimentaires et les procédures se prêtant le mieux à un enrichissement en fer dans ces pays, ainsi que dans d'autres régions. Les recherches de l'Institut vénézuélien de recherche scientifique sont coordonnées à celles de l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama au Guatemala et de l'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires au Chili.
38. L'Institut des produits tropicaux de Londres offre une formation en matière de conservation des aliments après les récoltes qui complète celle du Central Food and Technological Research Institute en Inde. Ce centre est l'un des chefs de file pour l'étude des problèmes qui surviennent après les récoltes, y compris des diverses questions scientifiques, techniques et économiques liées à la manutention, au traitement, à la préservation et à l'entreposage, au contrôle de la qualité, à la commercialisation et à l'utilisation après les récoltes des aliments qui sont des ressources naturelles renouvelables. L'Institut est particulièrement bien placé pour offrir aux "fellows" d'Afrique une expérience en matière de recherche pratique dans certains domaines de la conservation des aliments.
39. Le Programme international de politique alimentaire et nutritionnelle entrepris conjointement par le MIT et Harvard offre aux "fellows" une formation pluri-disciplinaire qui va au-delà de la science alimentaire et nutritionnelle et tient compte également des considérations sociales, économiques, politiques, administratives et sanitaires nécessaires pour l'amélioration de la situation nutritionnelle des pays en développement. La formation théorique est complétée par une expérience sur le terrain aux Philippines, au Guatemala ou en Inde.
40. Le Centre de recherche en nutrition de l'Université Laval au Canada offrira aux "fellows" une formation et une expérience en matière de recherche appliquée, destinées plus particulièrement aux "fellows" des pays africains francophones, en ce qui concerne la conservation des aliments après les récoltes et les considérations en matière de politique alimentaire et nutritionnelle devant intervenir dans la planification.
41. Des négociations sont en cours pour associer les institutions suivantes au Programme sur la famine dans le monde :
- a) Le Département de la science alimentaire et de la nutrition de l'Université du Ghana, à Legon, en collaboration avec les autres départements de cette université, l'Institut de recherche statistique, sociale et économique, l'Institut de recherche alimentaire et l'Institut d'études démographiques;
 - b) L'Institut de technologie alimentaire de Dakar (Sénégal);
 - c) L'Institut des sciences de la nutrition et des techniques alimentaires de Téhéran (Iran);
 - d) L'Institut national de recherche alimentaire du Japon.

42. Les projets d'association en cours d'élaboration avec le Département de la science alimentaire et de la nutrition de l'Université du Ghana et l'Institut de technologie alimentaire du Sénégal sont destinés à renforcer les activités de recherche appliquée menées par ces institutions et à les aider à élaborer des programmes de formation appropriés. Le Centre de recherche nutritionnelle de l'Université Laval apportera tout particulièrement son concours à l'Institut de Dakar. L'Institut des sciences de la nutrition et des techniques alimentaires d'Iran devrait devenir la douzième institution associée du Programme sur la famine dans le monde dans le courant de 1978, et l'on examine actuellement la possibilité d'une association avec l'Institut national de recherche alimentaire du Japon. Cette institution pourrait assurer une formation à l'intention de chercheurs de pays d'Asie et autres, en vue de réduire les pertes de riz lors de la mouture et du traitement, qui représentent près d'un tiers de la récolte.

2. Projets de recherche appliquée

43. Le Programme accorde des subventions à des projets de recherche dans le but de soutenir la formation de boursiers et renforcer les capacités en matière de recherche appliquée et les réseaux de recherche des pays en développement. Les projets de recherche dégageront de nouvelles connaissances dont l'application contribuera à résoudre les problèmes nutritionnels et alimentaires.

44. Pour combler les lacunes évidentes des connaissances existantes dans le domaine des besoins nutritionnels de l'homme, le Programme sur la famine dans le monde met l'accent sur le problème des besoins en protéines et en calories eu égard aux conditions propres aux pays en développement. Les moyens de recherche dégagés au cours de l'atelier technique du Programme tenu au début de 1977 sont actuellement analysés dans des études entreprises dans cinq centres de recherche avec l'appui de l'Université des Nations Unies et dans trois autres sans son assistance financière. En ce qui concerne l'anémie ferriprive et l'avitaminose A, deux autres graves types de malnutrition, des subventions sont accordées à des travaux de recherche qui doivent compléter ceux déjà effectués par d'autres groupes et institutions dans les domaines où une insuffisance des connaissances entravant la prise de décisions est clairement établie. Des recherches universitaires sur l'utilisation du fer sont ainsi effectuées à l'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires et à l'Institut vénézuélien de recherche scientifique.

45. Des projets de recherche pratique sur la conservation des aliments après la récolte ont été mis en train. Plusieurs boursiers ayant reçu une formation dans ce domaine retourneront bientôt à leur poste d'origine où ils devraient mettre au point des programmes de recherche appropriés.

46. Il est urgent d'effectuer des recherches sur des aspects importants de la politique et de la planification alimentaire et nutritionnelle en vue de formuler des objectifs réalistes. Pour remédier au manque de chercheurs qualifiés dans ce domaine, l'Université se propose de développer et de soutenir l'octroi de bourses de formation en association avec le Programme international en matière de politique alimentaire et nutritionnelle du Consortium formé par le MIT et l'Université de Harvard. Le réseau d'institutions et de personnes associées au Programme est indiqué dans les pages suivantes.

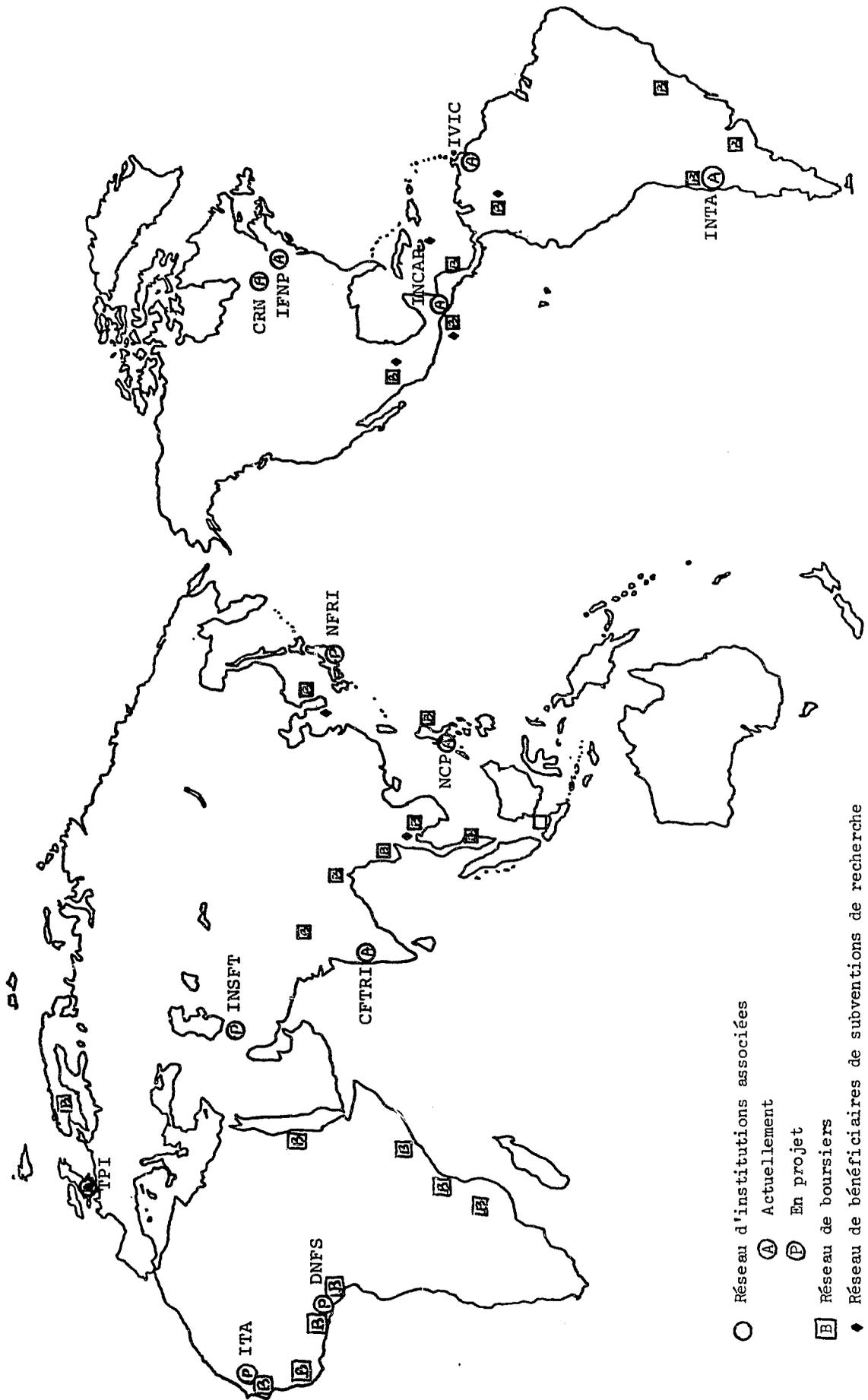
3. Ateliers et réunions techniques

47. En 1976, l'Université a tenu à Ibadan (Nigéria) le premier de ses ateliers sur la corrélation entre l'agriculture, les sciences alimentaires et la nutrition. Il a été suivi d'un autre séminaire à Los Baños aux Philippines en 1977. Les coûts de ces deux réunions ont été partagés avec la Fondation Rockefeller. Le troisième atelier, tenu en juin 1978 en Hongrie, était parrainé conjointement par l'Académie hongroise des sciences et l'Académie royale suédoise des sciences. Un quatrième atelier se tiendra en octobre 1978 à l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (Guatemala), avec la participation de l'Institut national de recherche agricole (El Salvador), le Centre international d'agriculture tropicale (Colombie), le Centre international pour l'amélioration du blé et du maïs (Mexique) et l'Institut international d'agriculture tropicale (Costa Rica). La réunion d'autres ateliers est prévue en Amérique latine, en Iran, en Indonésie et en Afrique orientale. Les travaux de l'atelier de Los Baños seront publiés durant l'automne de 1978.

48. Un atelier technique sur les besoins en protéines et en calories dans les pays en développement s'est tenu au Costa Rica au début de 1977. En juillet 1978, une réunion aura lieu pour mettre au point le texte définitif qui sera publié afin d'y incorporer de nouveaux résultats importants dégagés par les recherches.

Figure 4

Réseaux du Programme sur la famine dans le monde



PROGRAMME SUR LA FAMINE DANS LE MONDE

1. Institutions associées

- a) Actuellement (A)
- i) INCAP Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, Guatemala (Guatemala)
 - ii) CFTRI Institut central de recherche sur les techniques alimentaires, Mysore (Inde)
 - iii) NCP Centre de nutrition des Philippines, Manille (Philippines)
 - iv) INTA Institut de la nutrition et des techniques alimentaires, Santiago (Chili)
 - v) TPI Institut des produits tropicaux, Londres (Royaume-Uni)
 - vi) IVIC Institut vénézuélien de recherche scientifique, Caracas (Venezuela)
 - vii) IFNP Programme international de politique alimentaire et nutritionnelle, MIT - Harvard, Cambridge, Massachusetts (Etats-Unis)
 - viii) CRN Centre de recherche en nutrition, Université de Laval, Québec (Canada)
- b) En projet (P)
- i) NRFI Institut national de recherche alimentaire, Tokyo (Japon)
 - ii) DFNS Département de la science alimentaire et de la nutrition, Université du Ghana, Legon (Ghana)
 - iii) ITA Institut de technologie alimentaire, Dakar (Sénégal)
 - iv) INSFT Institut des sciences de la nutrition et des techniques alimentaires (Iran)

2. Liste des "fellows" du Programme de l'Université des Nations Unies relatif à la famine dans le monde formés dans diverses institutions associées à l'Université/B/

<u>Nom</u>	<u>Pays</u>
<u>Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (INCAP)</u>	
M. Fernando J. MEDRANO	Guatemala
M. Alberto F. LEVY	Colombie
M. Hector ARAYA	Chili
Mme Elvira de MEJIA	Mexique
M. Ismail NOOR	Malaisie
M. Hugo AMIGO a/	Nicaragua
M. M. C. GUPTA	Inde
M. Erwin AGUILAR-GAMEZ	Nicaragua
M. Jesus CHAMORRO	Colombie
M. Miguel A. ORTIZ	Guatemala
M. Concepción MENDOZA	Colombie
M. Jaime RESTREPO	Colombie
Mlle Margarita MATTA	Guatemala
Mlle Silvia COTO	Guatemala

<u>Nom</u>	<u>Pays</u>
M. Jorge DEL PINAL <u>a/</u>	Guatemala
M. Alfredo LAM-SANCHEZ <u>a/</u>	Brésil
M. Alejandro O'DONNELL <u>a/</u>	Argentine
M. A. O. KETIKU	Nigéria

Institut central de recherche sur les techniques alimentaires (CFTRI),
Mysore (Inde)

M. Cheik N'DIAYE	Sénégal
M. Ali Abdalla el MUBARAK	Soudan
M. John DEI-TUTU	Ghana
M. John BARTELS <u>a/</u>	Ghana
M. Abdul Aziz THIAM	Sénégal
M. Bamm'me DIALLA	Sénégal
Mme Brita BRANDTZAEG	Norvège
Mlle Dorothy MUNTEMBA	Zambie
M. H. B. WILLIAMS	Libéria
M. M. T. KAPUTO	Zambie
M. K. E. YASSIN	Soudan
M. Oluwole OLATUNJI <u>a/</u>	Nigéria
M. A. G. H. KHATTAB <u>a/</u>	Soudan
M. A. EL TINAY <u>a/</u>	Soudan

Centre de nutrition des Philippines, Manille (Philippines)

Mlle Pranee KAOCHARERN <u>a/</u>	Thaïlande
M. Salihuddin SOFYAN	Indonésie
Mlle Angela CHIA <u>a/</u>	Malaisie
M. Henry EUGENIO <u>a/</u>	Philippines
Mlle Betty LWIN <u>a/</u>	Birmanie
Mlle Daw Hi Yi HLA <u>a/</u>	Birmanie
Mlle V. SUVANEER <u>a/</u>	Thaïlande
M. Muhammed Abdul MALEK <u>a/</u>	Bangladesh
M. Bin H. M. A. Ab MALEK <u>a/</u>	Malaisie
M. Robert B. B. BRIONES <u>a/</u>	Philippines
M. Benny SOEGIANTO <u>a/</u>	Indonésie
M. Lokman Hakim MOHD JASAN	Malaisie
M. HLA MYINT	Birmanie
M. HARYOKO	Indonésie
Mme Supunnee PURIPHOL	Thaïlande
Mme Suchint WONGCHOOSIE	Thaïlande
M. Michael PARK	Corée
M. N. V. MAJARUCON	Philippines

a/ "Fellows" dont la formation est terminée.

3. Bénéficiaires de subventions de recherche dans le cadre du Programme de l'UNU sur la famine dans le monde R

<u>Nom</u>	<u>Pays</u>
M. Aree VALYASEVI	Thaïlande
Mlle Ann ASHWORTH	Jamâïque
M. Jin Soon JU	Corée
M. Luis FAJARDO	Colombie
M. Benjamin TORUN	Guatemala
M. Hector BOURGES	Mexique

49. Un atelier technique consacré à l'incidence des politiques de prix alimentaires sur la nutrition, organisé conjointement avec le Centro de Estudios Económicos y Sociales del Tercer Mundo, s'est tenu au Mexique en mars 1978. L'atelier a étudié l'incidence sur la consommation alimentaire et la nutrition des différentes politiques économiques de prix alimentaires dans divers pays d'Amérique latine. On y a défini les domaines prioritaires d'études ultérieures et les méthodologies les plus appropriées.

4. Coordination du Programme et collaboration avec le système des Nations Unies

50. La coordination des activités du Programme s'effectue actuellement par l'intermédiaire des réunions du Comité consultatif du Programme sur la famine dans le monde et de son comité directeur, des sous-comités des bourses et de la recherche, des réunions des coordonnateurs résidents des institutions associées, des missions du personnel de l'Université des Nations Unies auprès des institutions associées et des échanges de visites entre institutions. Les coordonnateurs interrégionaux à temps partiel du Programme nommés au début de 1978, outre leurs autres fonctions, remplissent un rôle important dans la coordination des activités des diverses institutions associées.

51. L'Université a conclu des accords de coopération et de coordination avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et le Conseil mondial de l'alimentation dans tous les domaines du Programme qui correspondent à des activités de ces organisations. Une collaboration étroite avec d'autres institutions des Nations Unies sera maintenue par le biais de la participation, à titre d'experts, aux réunions du Comité consultatif du Programme de hauts fonctionnaires des programmes alimentaires et nutritionnels de ces institutions.

52. L'Université est également représentée au Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination (CAC) de l'ONU - organisme nouvellement créé par le Comité consultatif pour les questions de programme et de coordination des Nations Unies en vue d'harmoniser toutes les activités en matière de nutrition au sein du système des Nations Unies et d'entreprendre les nouvelles activités appropriées pour réduire la malnutrition dans le monde.

53. L'Université contribue à la formation du personnel hautement qualifié nécessaire dans les pays en développement pour les activités des autres institutions des Nations Unies qui ont pour tâche l'élimination de la faim dans le monde. A cet égard, les activités de l'Université et de la FAO dans le domaine de la conservation des aliments après la récolte sont complémentaires. La formation de boursiers dans le cadre du Programme de l'ONU sur la famine dans le monde contribuera à la réalisation des projets de la FAO fournissant une main-d'oeuvre qualifiée pour orienter ou gérer ces projets.

54. En coopération avec le Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination, le Programme a repris la publication de l'ancien Bulletin du Pag. Ce bulletin était publié par l'ancien Groupe consultatif des organismes des Nations Unies sur les protéines et les calories. Le nouveau bulletin, intitulé The Food and Nutrition Bulletin publiera des articles techniques et des informations sur le problème de la faim dans le monde et les efforts pour le combattre, en accordant une place particulière aux travaux du Programme.

5. Réunion du Comité consultatif

55. Le Comité consultatif du Programme a tenu sa deuxième réunion du 17 au 21 octobre 1977 à l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, au Guatemala. Après avoir passé en revue les travaux du Programme depuis sa création, le Comité consultatif a souligné la nécessité d'établir des relations diverses entre les institutions associées au Programme afin qu'elles puissent bénéficier de la gamme très variée de leurs expériences, harmoniser leurs procédures et coordonner leurs efforts de développement des programmes et des réseaux.

56. Le Comité a indiqué que l'avenir à long terme de l'Université dépendrait dans une très large mesure du développement réussi de la formation des boursiers et de l'utilisation la plus complète de leur expérience après leur retour dans leurs pays d'origine. Les institutions associées comme les boursiers devraient contribuer à mettre en place des réseaux efficaces d'institutions grâce auxquels l'Université puisse poursuivre ses objectifs.

C. Programme de développement humain et social

57. Au cours de l'année écoulée, qui fut sa seconde année d'existence, le Programme de développement humain et social s'est attaché essentiellement à poursuivre l'élucidation de ses postulats fondamentaux et à constituer des réseaux d'institutions de recherche partout dans le monde, afin de faire progresser la formulation, l'organisation et la réalisation de ses projets et activités de recherche. Grâce à ces efforts, la nature et le rôle du Programme se sont dessinés et un nombre croissant de savants ont commencé à rechercher ensemble dans des réseaux coordonnés à l'échelle internationale, de nouveaux objectifs, processus et indicateurs du développement et de moyens d'améliorer l'infrastructure technique de la vie des classes rurales pauvres dans les pays en développement. Le Programme dispose maintenant d'un réseau de cinq institutions associées, à Sri Lanka, au Mexique, en Argentine, au Venezuela et en Suisse, ainsi que d'environ 40 unités de recherche dans le monde (voir figure 6 et liste, pages 42 et 43 à 45).

58. En raison de l'origine diverse des chercheurs coopérant au Programme, leur collaboration reflète différentes écoles de pensée, traditions culturelles, idéologies et approches disciplinaires. Sur ces bases, l'Université, en tant qu'organe universitaire des Nations Unies, pourra servir à la communauté universitaire et scientifique internationale de centre de réflexion sur les problèmes et les options de développement.

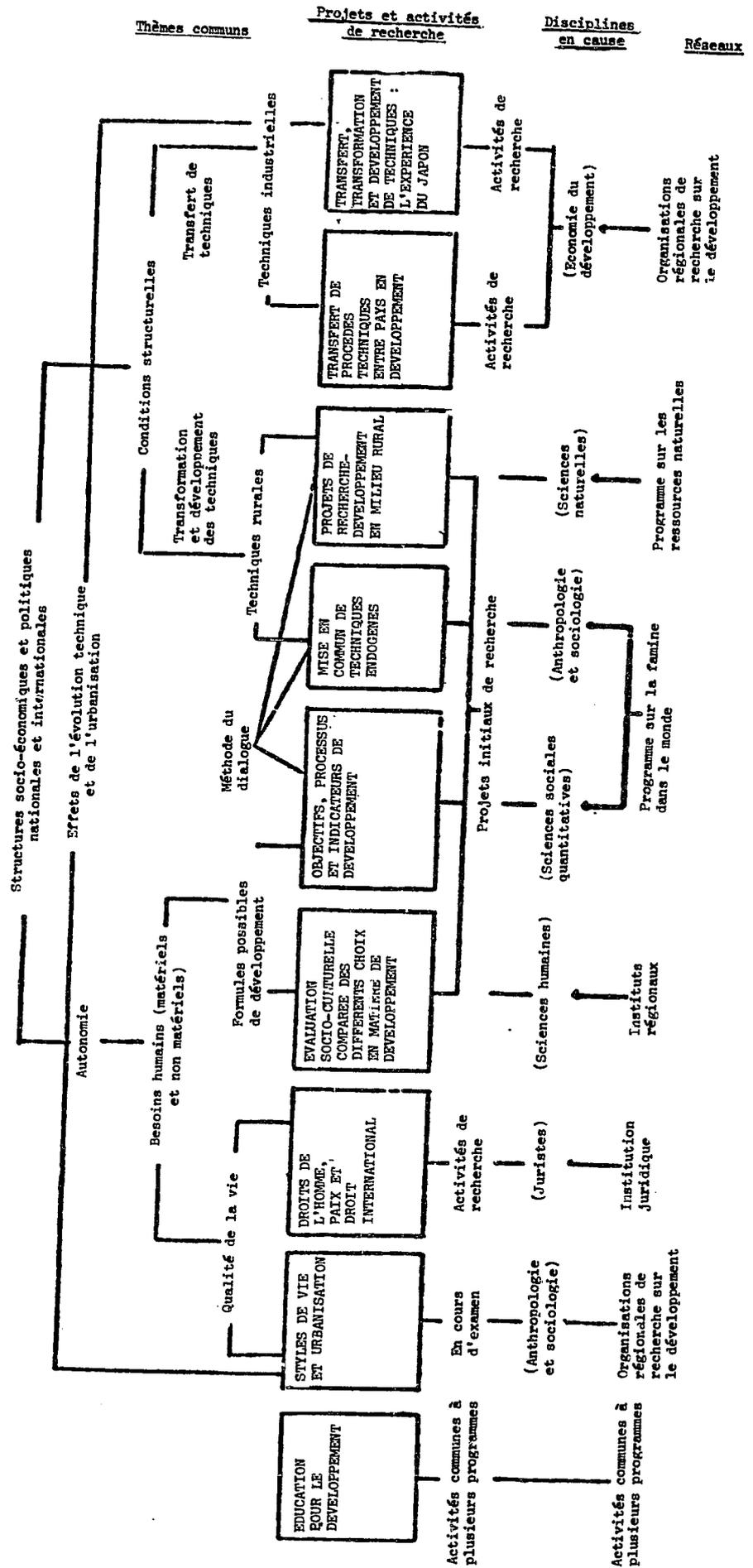
59. Le Programme de développement humain et social réalise ses projets et ses activités de recherche dans le cadre de deux sous-programmes, intitulés respectivement "problèmes de développement" et "technologie et développement", et d'un secteur d'activité intitulé "éducation pour le développement". Comme le montre ci-après la figure 5, les éléments principaux du Programme sont les suivants :

- a) Sous-programme "problèmes de développement" (Problématique du développement)
 - i) Projet de recherche sur les objectifs, processus et indicateurs du développement
 - ii) Projets de recherche sur les options de développement socio-culturel dans un monde en évolution
 - iii) Activités de recherche sur les droits humains dans le contexte du développement
- b) Sous-programme "technologie et développement"
 - i) Projet de recherche relatif à la mise en commun des techniques traditionnelles
 - ii) Projet de recherche sur les systèmes de recherche et de développement en milieu rural
 - iii) Projet de recherche sur le transfert, la transformation et le développement de la technologie : l'expérience japonaise

Figure 5

Programme de développement humain et social

Structure



- iv) Projet de recherche sur le transfert de technologie entre pays en développement
- c) Education pour le développement

1. L'Université, centre de réflexion sur le développement

60. Etant donné sa conception très large du rôle de l'Université dans le développement international, le Programme de développement humain et social a adopté certains postulats indispensables à son propre développement et au bon fonctionnement de l'Université. Ces postulats, recommandés par le Comité consultatif du Programme lors de la réunion tenue du 3 au 5 novembre 1977 au Colegio de Mexico, Mexico, sont les suivants :

- a) Les "problèmes mondiaux urgents de la survie, de l'évolution et du bien-être de l'humanité" sont étroitement liés entre eux. Un programme traitant séparément des lacunes de la connaissance n'est donc pas satisfaisant;
- b) La solution de problèmes d'importance mondiale ne dépend pas uniquement des connaissances techniques concernant chaque problème, mais également d'une bonne interprétation des relations causales entre les facteurs socio-culturels, économiques et politiques qui déterminent la nature des problèmes;
- c) La principale tâche de la communauté universitaire et scientifique consiste à identifier les facteurs-clés des problèmes, et non pas seulement à combler quelques lacunes de la connaissance ici et là;
- d) La communauté universitaire et scientifique internationale est composée d'une multitude d'écoles de pensée, qui proposent des théories et modèles des problèmes mondiaux urgents et des moyens de les résoudre, sur la base de perspectives disciplinaires et de traditions culturelles diverses.

61. Par conséquent, le Programme de développement humain et social part de l'hypothèse que le défi intellectuel lancé par des problèmes mondiaux urgents peut être résolu seulement si des universitaires appartenant à différentes écoles de pensée, à différentes disciplines et traditions culturelles, peuvent entretenir un dialogue permanent. Ceci suppose un centre de réflexion international, pluraliste et multidisciplinaire. Grâce au Programme, l'Université est en train de créer ce centre de réflexion.

62. Afin que l'Université serve de centre de réflexion sur le développement, le Programme de développement humain et social intègre ses projets et activités de recherche à l'aide de thèmes communs, d'approches interdisciplinaires, d'une collaboration entre les différents réseaux, d'une coordination entre les différents programmes et d'un dialogue (voir ci-dessus la figure 5). Chaque projet ou activité est entrepris par un réseau d'unités de recherche qui inscrivent leurs travaux dans différents cadres conceptuels, de sorte qu'un dialogue conduisant à une comparaison et à une évaluation critiques des concepts et des conclusions puisse se dérouler grâce à l'échange de chercheurs et d'études non encore publiées ainsi qu'à des sous-projets, stages d'études et activités de formation menés en commun.

63. Le Programme de développement humain et social servira également de centre de réflexion à la communauté universitaire et scientifique internationale en organisant des séminaires par région ou par discipline, des projets communs et des activités communes avec les institutions de recherche des Nations Unies et les organisations scientifiques internationales ou régionales. Aux fins de cette collaboration, il est essentiel que le Programme aborde et exécute des projets et des activités de recherche novatrice fondés sur des bases théoriques importantes. Ainsi pourra-t-il jouer un rôle de catalyseur dans la communauté universitaire et scientifique mondiale.

2. Problèmes de développement

a) Objectifs, processus et indicateurs du développement

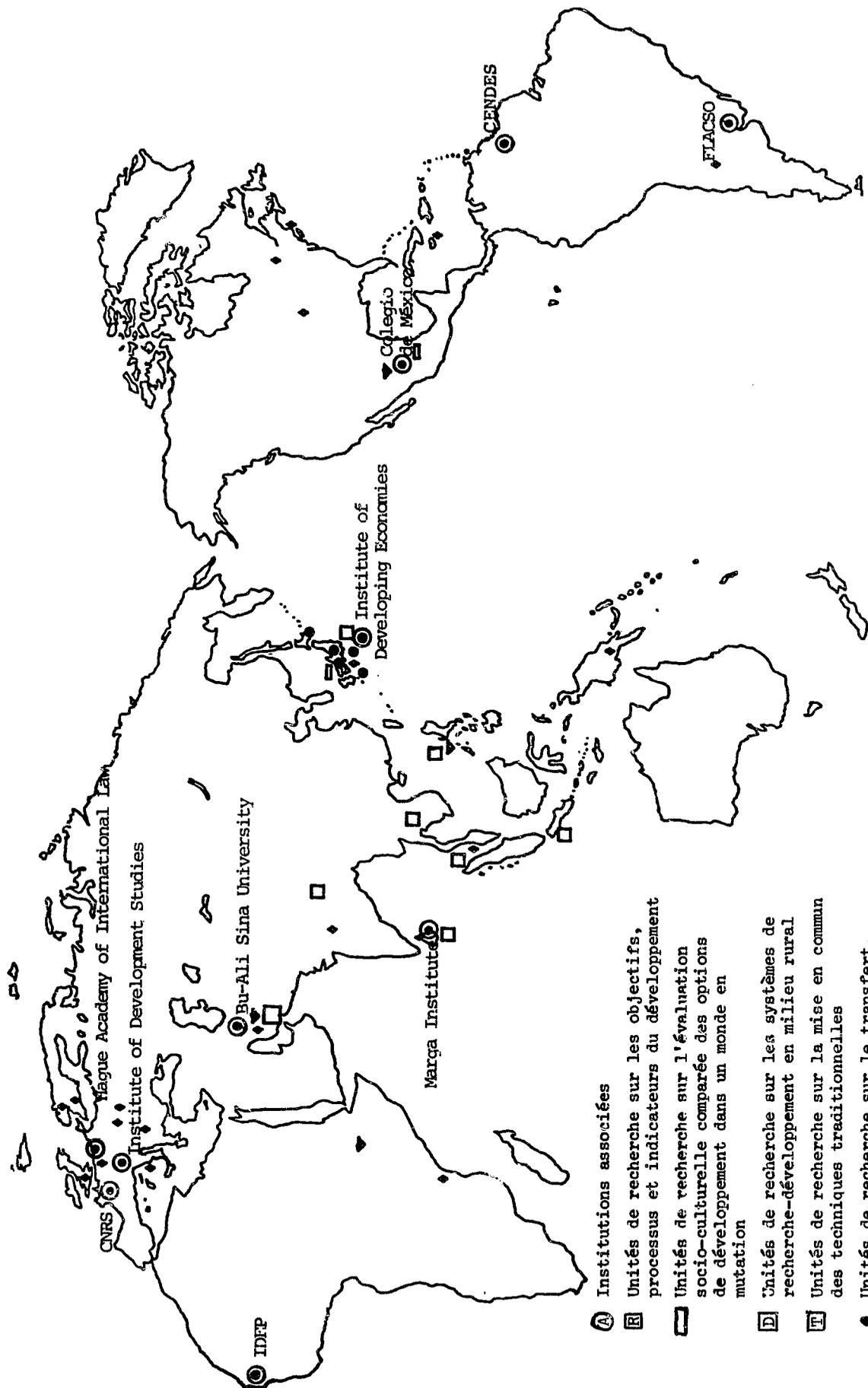
64. Les chercheurs qui ont conçu ce projet de recherche ont défini le développement sous l'angle de l'épanouissement de l'homme dans des sociétés données, et non sous celui de la croissance, de la productivité ou de l'efficacité de quelque système abstrait. Un tel concept recouvre la satisfaction des besoins matériels et non matériels sans cesse croissants de l'homme. S'écartant des pratiques ordinaires en matière de recherche sur le développement, le projet met au premier plan une approche intégrée de la recherche sur les objectifs de développement, sur les processus conduisant à ces objectifs et sur les indicateurs de progrès dans les efforts de développement.

65. Depuis la première réunion de recherche à Tokyo, en avril 1977, 21 institutions de recherche ont été choisies pour constituer le réseau de ce projet (voir la liste, p. 43) et 24 sous-projets ont été mis au point. Une seconde réunion consacrée au projet a eu lieu à Genève en janvier 1978 pour en examiner l'armature et la méthodologie conceptuelles, et six ateliers sont prévus en 1978 sur différents thèmes relatifs au projet. Le premier stage, sur le thème "Vision d'autres sociétés possibles", s'est tenu à Mexico en avril 1978. Les autres stages porteront sur : "Autres styles de vie possibles", "Besoins humains", "Dialogues", "Modèles mondiaux", ainsi que "Liens entre droits de l'homme et besoins de l'homme".

66. Le projet est à la recherche de nouvelles perspectives qui permettent aux dirigeants, aux administrateurs et aux simples citoyens de trouver une solution satisfaisante aux problèmes de développement qui se posent dans différents types de sociétés. Par conséquent, le projet met au point des méthodes d'organisation et de recherche qui incluront dans l'enquête les conceptions que chacun a de ses propres besoins, des objectifs du développement et des processus conduisant au développement. Le dialogue sera engagé aussi bien avec des planificateurs qu'avec des responsables s'intéressant aux problèmes du développement, et avec des particuliers résidant dans certaines des zones où se déroule le projet. Le réseau de recherche comprend des institutions appartenant aussi bien à des pays industrialisés qu'à des pays en développement, afin que leurs chercheurs puissent travailler ensemble à l'élaboration de concepts et de stratégies axés sur la satisfaction des besoins humains dans le monde entier.

Figure 6

Réseaux du Programme de développement humain et social



- (A) Institutions associées
- (R) Unités de recherche sur les objectifs, processus et indicateurs du développement
- (□) Unités de recherche sur l'évaluation socio-culturelle comparée des options de développement dans un monde en mutation
- (D) Unités de recherche sur les systèmes de recherche-développement en milieu rural
- (T) Unités de recherche sur la mise en commun des techniques traditionnelles
- Unités de recherche sur le transfert, la transformation et le développement de la technologie : l'expérience japonaise

Réseaux du Programme de développement humain et social

1. Unités de recherche du projet de recherche sur les objectifs, processus et indicateurs de développement
 - a) Institut universitaire d'études du développement, Genève (Suisse);
 - b) Institut Marga, Colombo (Sri Lanka);
 - c) El Colegio de Mexico, Mexico (Mexique);
 - d) Fondation Bariloche, San Carlos de Bariloche (Argentine);
 - e) Université du Sussex, Brighton (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
 - f) Université de Bucarest, Bucarest (Roumanie);
 - g) Marshen Center, Ohio State University, Columbus, Ohio (Etats-Unis d'Amérique);
 - h) Institut africain de développement économique et planification, Dakar (Sénégal);
 - i) Université de Dar ès-Salam, Dar ès-Salam (République-Unie de Tanzanie);
 - j) Conseil indien de recherche en sciences sociales, Delhi (Inde);
 - k) Université Bu-Ali Sina, Hamadan (Iran);
 - l) Université d'Hiroshima, Hiroshima (Japon);
 - m) Université des Indes occidentales, Kingston (Jamaïque);
 - n) Université d'Oslo (Norvège);
 - o) Université McGill, Montréal (Canada);
 - p) Université Sains Malaysia, Penang (Malaisie);
 - q) Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée (Papouasie-Nouvelle-Guinée);
 - r) Institut Max Planck, Starnberg (République fédérale d'Allemagne);
 - s) Académie des sciences de Pologne, Comité "Pologne, An 2000", Varsovie (Pologne);
 - t) Institut suédois de recherche sur la paix, Göteborg (Suède);
 - u) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, New York (Etats-Unis d'Amérique);

- v) Société pour le développement international, Rome (Italie);
- w) Union des associations internationales, Bruxelles (Belgique);
- x) Fédération des études sur l'avenir du monde, Rome (Italie);
- y) Centre scientifique de Berlin, Berlin (République fédérale d'Allemagne).

2. Unités de recherche du projet de recherche sur l'évaluation socioculturelle comparée des options de développement dans un monde en mutation

- a) Centre national de la recherche scientifique, Paris (France);
- b) Université de Kyoto, Kyoto (Japon);
- c) Universidad Nacional de Mexico, Mexico (Mexique);
- d) Universidad Central de Venezuela, Caracas (Venezuela);
- e) Université de Téhéran, Téhéran (Iran).

3. Unités de recherche du projet de recherche sur les systèmes de recherche-développement en milieu rural

- a) Facultad Latinoamerica de Ciencias Sociales, Mexico (Mexique);
- b) Commission éthiopienne de science et de technique, Addis-Abeba (Ethiopie);
- c) Université Bu-Ali Sina, Hamadan (Iran);
- d) Fondation de développement économique, Rizal (Philippines);
- e) Maya, A.C., Mexico (Mexique).

4. Unités de recherche du projet de recherche sur la mise en commun des techniques traditionnelles

- a) Université Thammasat, Bangkok (Thaïlande);
- b) Institut Marga, Colombo (Sri Lanka);
- c) Université Bu-Ali Sina, Hamadan (Iran);
- d) Groupe de recherche et de consultation sur le développement, Katmandou (Népal);
- e) Dian Desa, Yogyakarta (Indonésie);
- f) Université Sains Malaysia, Penang (Malaisie);
- g) Académie de développement des Philippines, Manille (Philippines);
- h) Université Gakushuin, Tokyo (Japon);

5. Unités de recherche du projet de recherche sur le transfert, la transformation et le développement de la technologie : l'expérience japonaise
- a) Université métropolitaine de Tokyo, Faculté des sciences sociales et des humanités, Tokyo;
 - b) Université Seikei, Département des humanités, Tokyo;
 - c) Université Senshu, Faculté de commerce et de sciences économiques, Tokyo;
 - d) Université Aichi, Département de droit et d'économie, Nagoya;
 - e) Université Shinshu, Faculté des arts, Negano;
 - f) Université Rikkyo, Faculté des arts, Tokyo;
 - g) Université Hosei, Faculté des sciences économiques, Tokyo;
 - h) Université Tokyo Gakugei, Tokyo;
 - i) Université de Tokyo, Faculté de technologie, Tokyo;
 - j) Université Hitotsubashi, Institut de recherche économique, Tokyo;
 - k) Université Wako, Tokyo;
 - l) Université de Tokyo, Faculté des sciences économiques, Tokyo;
 - m) Université Hanazono, Tokyo;
 - n) Université d'Hiroshima, Faculté des sciences politiques et d'économie, Hiroshima;
 - o) Université Kansai, Faculté de sociologie, Osaka;
 - p) Université d'Hokkaido, Institut des sciences de l'environnement, Hokkaido;
 - q) Université de Tokyo, Faculté des sciences sociales et des humanités, Tokyo.

b) Evaluation socio-culturelle comparée des différents choix en matière de développement dans un monde en mutation

67. Ce projet de recherche porte essentiellement sur les dimensions du développement liées à la culture et à la civilisation. Au cours de la première phase, l'accent sera mis sur les thèmes "identité culturelle et changement sociopolitique dans le cadre de la nation" et "créativité intellectuelle endogène". Dans la seconde phase, l'accent sera mis sur les thèmes "naissance de perceptions nouvelles des perspectives de la civilisation humaine" et "spécificité et universalité".

68. Le projet a été abordé à une réunion de chercheurs venus de nombreuses régions, qui s'est tenue à Tokyo en juin 1977. Il est coordonné par le Centre national de la recherche scientifique (Paris). Une fois complètement structuré, il fera intervenir un réseau d'environ 50 institutions. Deux colloques régionaux se tiendront dans l'année à venir, l'un pour l'Amérique latine (qui se tiendra à Mexico), et l'autre pour l'Asie (qui se tiendra à Kyoto, Japon); environ 24 rapports de recherche ont été commandés à cet effet. Un troisième colloque est prévu pour le Moyen-Orient. Le but du projet est d'établir un lien avec des organisations non gouvernementales, notamment certaines des associations internationales de professionnels des sciences sociales, et d'organiser des réunions spéciales consacrées aux travaux de recherche du Programme de développement humain et social lors de futures conférences internationales de sociologie, philosophie, anthropologie, sciences sociales et autres disciplines.

69. Le projet finira par prendre forme dans toutes les régions. Des spécialistes des sciences sociales et des sciences humaines, et notamment des historiens et d'éminents représentants de la pensée religieuse, y participeront. Chaque groupe régional de chercheurs sera patronné par une ou plusieurs institutions de la région s'occupant activement de la recherche en matière de sciences sociales et de sciences humaines.

Droits de l'homme et développement

70. Dans la lutte que mènent dans le monde entier les organismes politiques et économiques et les organismes chargés de diffuser des connaissances pour tenter de résoudre des problèmes mondiaux d'une ampleur considérable, une réflexion sur les droits de l'homme représente un moyen de veiller à ce que les valeurs humaines universelles soient respectées et protégées. Outre qu'il répond à un besoin de l'humanité, le respect des droits de l'homme est l'un des piliers d'une théorie démocratique du développement. C'est pour cette raison, entre autres, que le Comité consultatif du Programme de développement humain et social, lors de sa réunion d'avril 1978, a affirmé l'importance des droits de l'homme dans le Programme de développement humain et social qu'a approuvé le Conseil de l'Université.

71. A ce jour, les activités du Programme relatives aux droits de l'homme n'ont été envisagées que par rapport au projet intitulé "Objectifs, processus et indicateurs de développement", mais elles le seront également dans le cadre des autres projets. Les droits de l'homme, entendus au sens large, s'inscrivent dans le contexte plus vaste du développement dans certaines sociétés, et englobent, entre autres, les droits politiques et les libertés civiles.

72. Dans un premier stade, il est prévu d'organiser au titre du Programme vers la fin de 1978 un colloque sur le droit et la santé et à un environnement salubre, en coopération avec l'Académie internationale de droit comparé de La Haye. Il sera suivi d'un colloque interdisciplinaire sur l'importance des droits de l'homme dans le développement auquel participeront des historiens, des juristes, des spécialistes des questions sociales, des membres du Comité consultatif du Programme ainsi que des fonctionnaires et des coordonnateurs du Programme.

3. Technologie et développement

a) Mise en commun de techniques traditionnelles

73. Ce projet de recherche porte sur la mise en commun de techniques traditionnelles dans le but d'améliorer l'existence des populations pauvres des communautés rurales en leur permettant de mieux tirer parti des ressources locales. Des chercheurs participant au projet aideront des groupes ruraux à mettre en place leurs propres mécanismes en matière de recherche-développement en accordant une attention particulière aux techniques utilisées dans les domaines de l'alimentation, de la protection, de l'hygiène et du logement, ainsi qu'aux moyens de les améliorer en s'inspirant de l'expérience d'autres communautés.

74. Deux réunions ont été tenues au titre du projet l'année dernière à Tokyo (Japon) et à Katmandou (Népal). Au cours de la réunion de Tokyo, l'équipe chargée de l'exécution du projet de recherche a décidé de considérer la première année comme une phase pilote et de concentrer ses activités de recherche en Asie. Les activités réalisées au titre du projet sont coordonnées par l'Institut Marga (Sri Lanka), qui est une institution associée à l'Université des Nations Unies et qui a mis sur pied un réseau d'institutions de recherche, de groupes et de particuliers en Indonésie, au Japon, en Malaisie, au Népal, aux Philippines, au Sri Lanka et en Thaïlande. Toutes les institutions coopérantes (dont la liste figure page 43), réalisent des recherches dans des villages ruraux choisis en fonction des critères suivants : connaissance de la vie moderne, état des structures de commercialisation, répartition des emplois, composition ethnique et régime foncier.

75. Ce projet s'inscrit dans une optique dialogique dans la mesure où les chercheurs comprennent la situation sociale et écologique du village et encouragent la participation des villageois. Les chercheurs, qui passent un temps assez long dans les villages choisis, et les villageois, procèdent donc à un échange réel de connaissances et d'informations.

b) Systèmes de recherche-développement en milieu rural

76. L'objet de ce projet de recherche est d'élaborer des stratégies différentes pour la genèse de techniques dans les pays en développement et à la mise au point de nouvelles méthodes de recherche technologique. En établissant des rapports réels entre les systèmes de recherche-développement des secteurs modernes des pays en développement, l'ensemble de la société et l'ensemble des connaissances traditionnelles que les habitants des régions rurales possèdent déjà, il sera possible de mettre au point des techniques correspondant à leurs besoins particuliers

et aux ressources disponibles. On entend par système de recherche-développement la combinaison d'institutions dans toute société qui se consacrent expressément à la recherche scientifique et technologique et d'organisations publiques et privées qui appliquent les résultats de leur recherche à la production de biens et services.

77. Le projet, dont la coordination est assurée par la Faculté latino-américaine des sciences sociales (Mexique), a pour objet de suivre les progrès en matière de recherches, de groupes qui étudient les problèmes de développement technique au Mexique, en Ethiopie, en Iran et aux Philippines. Les chercheurs sont en contact direct avec la population rurale et apprennent avec et par elle quelles sont les causes des succès et des échecs enregistrés dans l'introduction de procédés techniques dans les régions rurales. On expérimente actuellement sur le terrain des nouvelles méthodes permettant d'établir un lien entre les systèmes de recherche-développement et les connaissances que possèdent les populations afin d'élaborer de nouvelles solutions locales aux problèmes techniques. Il est prévu de réaliser deux séries d'expériences sur le terrain et de revoir les méthodes utilisées.

c) Transfert, transformation et développement des techniques : l'expérience japonaise

78. En complément aux deux projets de recherche sur les techniques rurales déjà mentionnées, on a mis la dernière main, dans le cadre du Programme de développement humain et social, aux préparatifs d'un projet de recherche sur le transfert, la transformation et le développement des techniques intitulé "L'expérience japonaise". A la différence des autres projets réalisés au titre du Programme, il s'agit d'une étude à l'échelle du pays et non d'une étude comparative portant sur l'expérience exceptionnelle du Japon en matière de développement. Mettant l'accent sur l'interaction des techniques endogènes et des techniques importées, ce projet comprendra des monographies sur les questions suivantes :

a) Remplacement de techniques traditionnelles ou endogènes par des techniques modernes importées (sidérurgie, transport ferroviaire, etc);

b) Coexistence de techniques modernes importées et de techniques traditionnelles endogènes (industries extractives);

c) Echec des techniques modernes importées à remplacer les techniques traditionnelles ou endogènes (utilisation du tracteur dans l'agriculture); et

d) Intégration des techniques modernes importées aux techniques traditionnelles endogènes (irrigation).

79. Le projet insistera sur les liens entre les techniques et la main-d'oeuvre, la structure et le dynamisme de la population active, les possibilités d'emploi, l'acquisition de certaines techniques et leur diffusion, l'organisation et la discipline du travail, les conditions de travail et les aspects des techniques et du développement relatifs aux droits de l'homme. Un réseau d'universités et de centres de recherche japonais participera à l'exécution du projet qui sera coordonné par l'Institut de recherche sur les pays en développement de Tokyo.

d) Transfert des techniques entre pays en développement

80. Il est prévu de lancer au titre du Programme un projet de recherche sur le transfert des techniques entre pays en développement. Ce projet sera exécuté conjointement par le Conseil latino-américain des sciences sociales et le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique.

4. L'éducation au service du développement

81. Toujours au titre du Programme de développement humain et social, on met actuellement au point un programme international d'enseignement portant sur les trois problèmes mondiaux qui font l'objet de trois programmes prioritaires de l'Université et faisant appel à des participants de culture et de systèmes sociaux économiques et politiques différents. Les trois programmes seront coordonnés en vue d'améliorer l'intégration, la diffusion et l'application des connaissances sur le développement. A ce titre, des activités éducatives devront être entreprises dans des pays en développement ainsi que dans des pays industrialisés.

82. Le programme d'enseignement élaboré avec le concours d'un consultant de l'Institut d'études sur le développement de l'Université du Sussex constituera un excellent moyen de diffuser les résultats des recherches effectuées par cette université, en particulier lorsque ces résultats pourront avoir une influence sur les stratégies de développement, et de faire prendre conscience au monde entier de l'interdépendance des peuples et de la nécessité absolue de collaborer à l'échelon international pour résoudre les problèmes mondiaux. Les activités éducatives ne s'adresseraient pas uniquement et essentiellement à de hauts fonctionnaires mais aussi à toutes sortes de gens, en particulier aux jeunes. Le programme d'enseignement permettrait à des universitaires et à des fonctionnaires internationaux de se tenir au courant des progrès des connaissances dans le domaine du développement humain et social.

a) Premier séminaire de recherche de l'Université des Nations Unies

83. A la suite de la réunion du Comité consultatif en novembre 1977, le Programme de développement humain et social et le Conseil latino-américain des sciences sociales ont tenu un séminaire commun au Colegio de Mexico à Mexico. Ce séminaire visait essentiellement à faire participer 60 universitaires latino-américains de diverses disciplines des sciences sociales aux activités de recherche du Programme et à leur faire rencontrer le personnel du Programme, les coordonnateurs de projet et les membres du Comité consultatif. Au terme de la présentation des projets de recherche du Programme et du débat qui y a fait suite, les participants ont examiné les activités de recherche menées en Amérique latine qui se rapportaient aux domaines prioritaires du Programme. A l'issue du séminaire, des suggestions concrètes ont été faites en vue de coordonner les recherches en cours dans la région et les projets de l'Université. L'organisation de nouveaux séminaires de recherche dans d'autres régions est prévue au titre du Programme.

b) Relations avec d'autres institutions et organisations

84. Le Programme de développement humain et social entretient des relations étroites avec les organismes des Nations Unies. Dans le cadre de son sous-programme

sur les problèmes du développement, le Programme coordonne ses activités de recherche avec celles de l'UNESCO, de l'UNITAR, de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, de l'ONUDI, de l'Institut africain de développement économique et de planification et de la Faculté latino-américaine des sciences sociales en Amérique latine. Les activités entreprises dans le cadre du programme relatif aux techniques et au développement sont coordonnées avec celles de la CNUCED, de l'ONUDI, du PNUD et du Comité de la science et de la technique au service du développement de l'ONU. Par ailleurs, le Programme collabore étroitement avec des organismes de développement régionaux et des organisations non gouvernementales privées, notamment l'Association pour le développement international, la Fédération des études sur l'avenir du monde et l'Union des associations internationales.

D. Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

85. Les recherches théoriques et appliquées qui ont été entreprises par l'Université dans le cadre de ce programme dont la mise en oeuvre ne date que de février 1977 portent sur les moyens de protéger l'environnement et d'accroître la productivité grâce à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles dans les régions tropicales humides, sur l'application effective des connaissances actuelles aux problèmes de la gestion des terres arides, et sur la pénurie d'énergie dans les zones rurales des pays en développement. Les responsables du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles procèdent en coopération avec les responsables du Programme sur la famine dans le monde et du Programme de développement humain et social à la mise sur pied de sous-programmes détaillés portant sur chacun des domaines suivants : a) Bases écologiques du développement rural dans les régions tropicales humides; b) Evaluation et application des connaissances aux problèmes des terres arides; et c) Sources d'énergie pour les communautés rurales.

86. La période de dix-huit mois qui vient de s'écouler a été consacrée à l'élaboration et à l'organisation préliminaire du programme; le présent rapport d'activités traite des problèmes pratiques à l'étude des principes sur lesquels le programme est fondé et des théories utilisées pour traiter ces problèmes. La mise en route de projets concrets et l'ébauche d'une collaboration avec divers organismes (voir fig. 7 ci-après) témoignent des progrès rapides réalisés en ce qui concerne l'élaboration et l'organisation du programme.

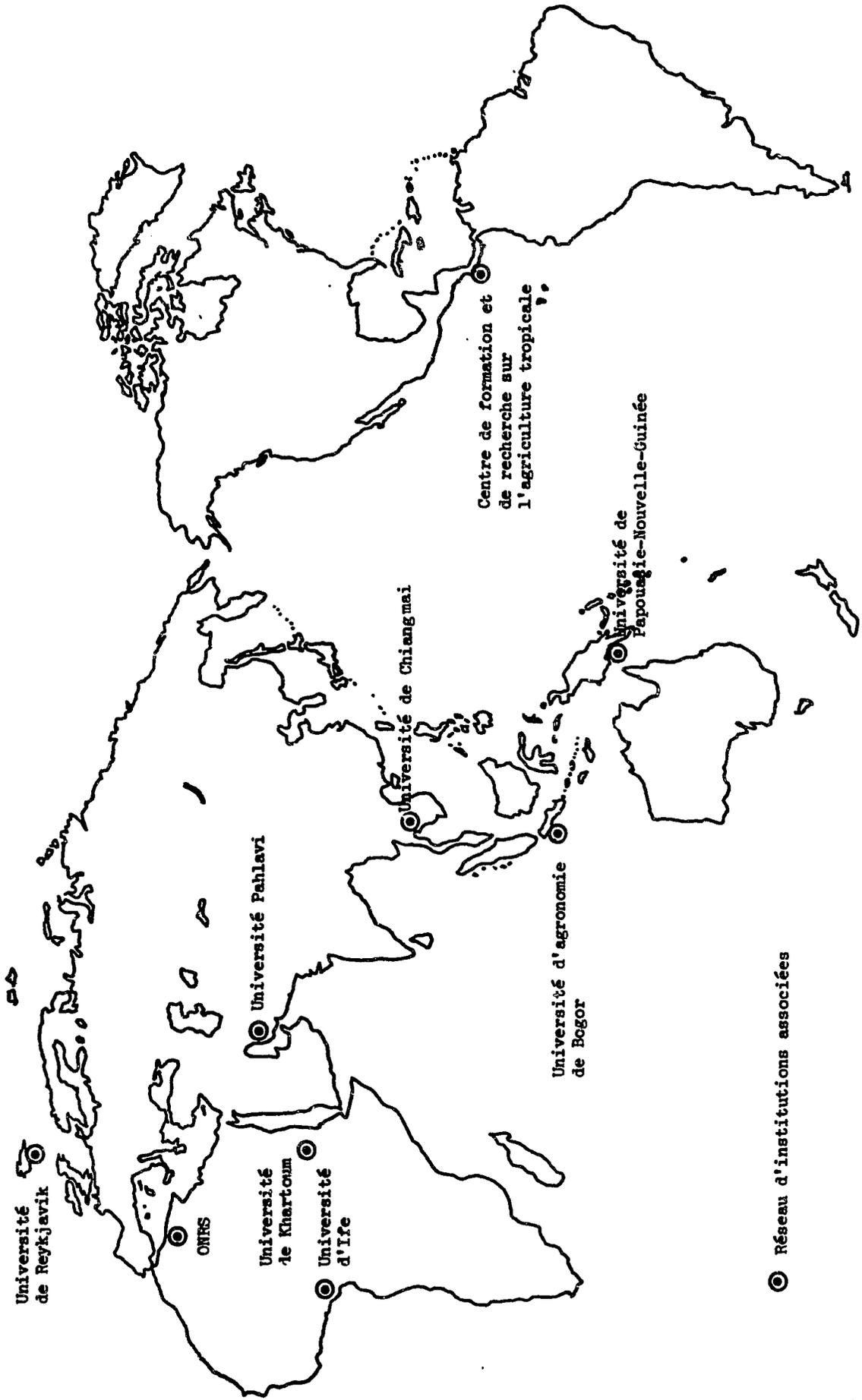
87. Au départ, les activités prévues dans le cadre du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles ont été formulées par des groupes d'experts dont les propositions ont été examinées, modifiées puis approuvées par le Comité consultatif du Programme en mai 1977. Le Comité directeur et des coordonnateurs de projet se sont réunis en avril 1978 pour examiner les progrès réalisés et proposer de nouvelles activités. Bien que les projets soient présentés ici séparément pour des raisons pratiques, ils ne doivent pas être considérés comme des entités isolées. Les rapports qui existent entre eux sont nombreux et on s'efforce de les multiplier par l'intermédiaire des réseaux.

1. Bases écologiques du développement rural dans les régions tropicales humides

88. Ce sous-programme a pour but d'analyser le traitement de ressources traditionnelles et ensuite de déterminer les modalités permettant de procéder à des modifications et à des adaptations et d'introduire de nouvelles techniques pour protéger l'environnement, stabiliser ou accroître la productivité et satisfaire les aspirations des populations locales. Pour l'étude des problèmes qui se posent dans ce domaine, on a recours au concept du "traitement des ressources", que l'on peut définir sommairement comme l'ensemble des transformations que subissent les ressources humaines ou naturelles pour devenir un produit final ou un service. Ce concept est utile tant pour la recherche que pour l'enseignement car il donne une vue d'ensemble des problèmes et facilite la coopération interdisciplinaire. Les quatre systèmes de ressources suivants ont été retenus pour les recherches préliminaires : a) approvisionnement des collectivités rurales en énergie, b) systèmes agro-forestiers, c) systèmes d'interaction entre l'eau et les terres, d) systèmes d'interaction entre les hautes et les basses terres.

Figure 7

Réseau du Programme sur les ressources naturelles



● Réseau d'institutions associées

Institutions associées au Programme sur les ressources naturelles

a) Institution actuellement associée

Turrialba (Costa Rica) Centre de formation et de recherche sur l'agriculture tropicale,

b) Institutions avec lesquelles une association est prévue (négociations en cours)

- i) Université d'Ife, Ile-Ife (Nigéria);
- ii) Université d'agronomie de Bogor, Bogor (Indonésie);
- iii) Université de Chiangmai, Chiangmai (Thaïlande);
- iv) Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée);
- v) Université de Khartoum, Khartoum (Soudan);
- vi) Université Pahlavi, Shiraz (Iran);
- vii) Université de Reykjavik et Office national de l'énergie, Reykjavik (Islande);
- viii) Organisation nationale de la recherche scientifique, Alger (Algérie).

89. On procède actuellement à l'évaluation de la méthode des systèmes de ressources et on essaie de la perfectionner d'un point de vue théorique et pratique. Un groupe de travail s'est réuni dans ce but en mai 1978 aux Philippines et on attend la parution d'un certain nombre d'études et de publications.

a) Systèmes d'énergie des régions rurales

90. Tout développement étant impossible sans un approvisionnement suffisant en énergie, les recherches ont d'abord été dirigées vers les systèmes d'énergie des régions rurales. Le bois constitue encore la principale source d'énergie d'un grand nombre de zones rurales des régions tropicales humides mais sa surutilisation peut occasionner des dommages écologiques et gêner indirectement les progrès. Il est possible d'acquérir des connaissances pratiques et théoriques en procédant à l'étude des diverses sources d'énergie disponibles et en analysant les processus économiques et sociaux qui déterminent la production et la distribution des combustibles. Une meilleure compréhension des systèmes d'énergie des régions rurales permettra l'adoption de politiques de gestion efficace qui permettront non seulement d'accroître les disponibilités en énergie mais également d'atténuer les dommages écologiques à long terme. On examine également la possibilité de procéder à des innovations techniques, en ayant recours soit à des sources d'énergie nouvelles telles que le biogaz ou à des moyens plus simples tels que des fourneaux plus efficaces.

91. L'Université d'Ife a entrepris à l'échelle d'un vaste secteur du sud-ouest du Nigéria une étude de grande ampleur consistant à étudier les systèmes d'approvisionnement en combustibles desservant les villes d'Ile-Ife et d'Ogbomosho ainsi que l'important centre urbain d'Ibadan. Les négociations qui ont été entreprises en vue de l'affiliation de cette université au réseau d'institutions associées sont sur le point d'aboutir et plusieurs fellows de l'UNU commenceront sans doute à y travailler au début de 1979.

92. Il serait possible d'entreprendre des études complémentaires qui permettraient de mieux comprendre les modes courants d'approvisionnement en énergie et leur influence sur le développement et déboucheraient sur des résultats concrets permettant d'innover sur le plan technique et de la prise des décisions. On envisage d'effectuer une étude de ce genre en Malaisie et d'en réaliser d'autres dans des zones rurales de pays industrialisés.

b) - Systèmes agro-forestiers

93. Dans la plupart des régions tropicales humides, l'augmentation de la population et l'accroissement de la demande de produits alimentaires et de matières premières pour l'exportation surchargent considérablement les systèmes traditionnels qui avaient été conçus principalement pour subvenir aux besoins essentiels et aux échanges locaux. L'exploitation agricole intensive à laquelle on s'est livré en utilisant souvent des techniques impropres mises au point dans des zones tempérées a presque invariablement débouché sur le cercle vicieux de la détérioration de l'environnement et de la baisse de la capacité de production. Les systèmes agro-forestiers, qui combinent la sylviculture et l'agriculture et parfois l'élevage, constituent l'une des méthodes les plus efficaces pour maintenir une forte productivité tout en minimisant les dommages sociaux et écologiques. L'étude des modes traditionnels d'utilisation des terres permettrait d'obtenir une grande partie de l'information nécessaire pour mettre au point des méthodes d'agriculture adaptées aux diverses catégories de terres et de cultures.

94. Le Centre de formation et de recherche pour l'agriculture tropicale de Turrialba (Costa Rica) est devenu la première institution associée au Programme sur la gestion et l'utilisation des ressources naturelles en octobre 1977. Un séminaire sur les systèmes agro-forestiers applicables aux petites exploitations agricoles s'y déroulera à la fin de 1978. Des recherches sur les bases scientifiques des systèmes agro-forestiers et sur les modes traditionnels d'utilisation des terres seront entreprises en coopération avec le Centre international pour la recherche agro-forestière qui vient d'être créé.

95. D'autres activités seront entreprises dans ce domaine par des institutions associées en Indonésie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et en Thaïlande. Un échange de fellows et la participation à des réunions constitueront la première phase d'un programme d'échange de fellows et de renseignements notamment entre pays en développement de la zone des tropiques humides.

c) Systèmes d'interaction entre l'eau et les terres

96. Compte tenu des pressions qui s'exercent en faveur du développement et d'une expansion rapide de la production d'une part et des nombreuses contraintes écologiques d'autre part, il est essentiel pour le développement futur des régions tropicales humides, en particulier dans les zones côtières, de procéder à l'examen des interactions entre les terres et l'eau. Dans certaines régions très vastes, les marais d'eau douce, les rivières et les estuaires constituent une importante source de protéines pour des personnes dont le régime alimentaire est souvent minimal. Dans ces zones, les changements apportés au système hydrologique soit par des projets de développement ou par la réaction chaîne du déboisement, de l'érosion, des inondations et de la sédimentation peuvent bouleverser sérieusement le système économique et social local et réduire les ressources disponibles. Le présent projet permettra de mieux comprendre l'importance de la gestion des ressources hydrographiques pour des activités telles que la culture du riz paddy ou la pêche en estuaire, et d'approfondir la question des interactions entre l'eau et les terres. On prévoit que ce projet permettra entre autres de dégager des principes directeurs et de mettre au point des techniques permettant d'accroître la capacité de production.

97. Ces activités doivent débiter à l'Université d'agronomie de Bogor en Indonésie dont on négocie actuellement l'affiliation au réseau d'organismes associés. Un séminaire est prévu pour septembre 1978 et des activités de recherche et de formation spécialisée devraient débiter peu après.

98. On a également entrepris un projet d'étude sur la gestion des ressources des zones côtières et, étant donné que ces zones peuvent également être considérées comme constituant des systèmes d'interaction entre l'eau et les terres, des rapports étroits devraient être établis entre les deux projets. Lors d'une réunion d'un groupe de travail sur les zones côtières qui a eu lieu à la fin d'avril 1978 à Tokyo, il a été proposé d'entreprendre un certain nombre d'activités en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient.

99. L'Université prévoit d'organiser en premier lieu un stage de formation sur les techniques d'évaluation des ressources à utiliser pour guider les responsables de la planification et du développement. Ce stage aura lieu en Indonésie et s'adressera à de jeunes scientifiques indonésiens ainsi qu'à plusieurs fellows de l'Université. Une mission d'évaluation a été envoyée au Moyen-Orient en juin 1978 pour étudier

les possibilités d'y réaliser des projets. Toutefois, l'exécution de ces projets ainsi que d'autres qui ont déjà été proposés dépendra dans une large mesure des apports financiers extérieurs qui seront disponibles.

d) Systèmes d'interaction entre les hautes et les basses terres

100. Les hautes terres des régions tropicales humides ont souvent des ressources limitées mais appréciables permettant à une population relativement dense de subsister. Des pressions excessives exercées sur ces ressources peuvent provoquer de sérieux dommages écologiques : érosion, inondations et sédimentation; jusqu'à maintenant, les interactions entre les hautes et les basses terres n'ont été évaluées qu'en fonction de ces facteurs. Cependant, il faut aussi prendre en considération les échanges socio-économiques entre ces zones géographiques, c'est-à-dire non seulement les effets des hautes terres sur les basses terres mais aussi les effets des basses terres sur les hautes terres.

101. Alors que les effets des interactions entre les hautes et les basses terres sont connus depuis longtemps dans certaines zones telles que l'Asie du Sud-Est et l'Amérique latine, ils ne font que commencer à se faire sentir en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Une série d'études portant sur divers aspects de ces interactions facilitera à long terme la programmation des ressources et minimisera les dommages écologiques futurs. Les membres de la mission d'évaluation qui se sont rendus en Papouasie-Nouvelle-Guinée en mai 1978 ayant été frappés par la sérieuse pénurie de personnel qualifié dans ce pays, chaque projet qui y sera exécuté servira également de cadre à des programmes de formation spécialisée. Etant donné que le présent projet et le programme de l'UNESCO intitulé L'homme et la biosphère sont complémentaires, on envisage la possibilité de les regrouper dans le cadre d'un projet mixte Université-UNESCO.

102. A sa réunion d'octobre 1977, le groupe de travail du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles a recommandé qu'un projet pilote de représentation cartographique des risques naturels soit entrepris dans le cadre du projet d'étude sur les hautes et les basses terres. On envisage actuellement une étude pilote sur le sud de l'Himalaya qui aurait pour objectif d'améliorer la planification des ressources et l'utilisation des terres grâce à l'établissement de cartes des zones dans lesquelles des catastrophes naturelles telles que des glissements de terrains, des avalanches et des inondations sont susceptibles de se produire. L'identification précoce des risques possibles et une planification appropriée peuvent considérablement atténuer les difficultés à venir.

2. Evaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides

103. Les terres arides (y compris les sols semi-arides et hyperarides) représentent environ 30 p. 100 de la surface des terres du monde et abritent 14 p. 100 des habitants du globe dont la plupart sont considérés comme "les pauvres des pauvres". En raison du caractère fragmentaire de la planification et des projets de développement, les terres arides ont généralement été négligées, ce qui a accentué encore l'écart entre les revenus de leurs habitants et ceux d'autres régions. Il est établi que le surpâturage, les pratiques culturelles convenant aux terrains secs, la déforestation et la destruction du couvert végétal pour se procurer des aliments et du combustible diminuent sérieusement la capacité nourricière de la terre. L'irrégularité des précipitations, caractéristique naturelle des terres arides,

rend plus aigus les problèmes existants de pauvreté et de détérioration de l'environnement.

104. Ces dernières années, des crédits importants ont été consacrés à cette question des terres arides et de nombreuses connaissances ont été acquises à ce sujet, mais une gestion défectueuse, voire même le manque de gestion, persiste. La Conférence des Nations Unies sur la désertification, qui s'est tenue en août et en septembre 1977, a souligné que l'on dispose actuellement d'informations suffisantes, bien qu'elles soient loin d'être complètes, pour résoudre en partie les problèmes les plus urgents des terres arides. En conséquence, le Programme met l'accent sur les facteurs qui empêchent l'utilisation efficace des connaissances et sur l'élaboration et la mise en oeuvre subséquentes des moyens de surmonter ces difficultés.

105. D'une manière plus spécifique, le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles devra dresser le bilan des projets de développement arrivés à leur terme pour déterminer l'utilisation des connaissances acquises et son effet sur le résultat final des projets. Le Programme a déjà commandé des études sur la sédentarisation des nomades, sur les critères d'évaluation des projets de développement arrivés à terme, et sur l'appréciation de différents projets dans des zones spécifiques. Le Programme parraine également d'autres études, potentiellement très intéressantes, sur les obstacles qui empêchent l'application aux problèmes locaux des connaissances acquises par les instituts de recherche sur la désertification. Un atelier est prévu au début de 1979 pour rassembler et publier les résultats de ces études et planifier la phase suivante des activités. On espère que cette approche diminuera la résistance actuelle aux études d'estimation, et encouragera le recours aux évaluations en tant qu'instruments d'amélioration du processus de planification.

106. Le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles envisage également de publier des documents qui fourniront aux planificateurs et aux responsables des informations utiles sur les choix de gestion qui s'offrent à eux. Des groupes d'études devront mettre au point, à partir des caractéristiques naturelles, sociales et culturelles, une typologie des terres arides qui servira de base pour définir les choix de gestion.

107. Pour qu'un projet de développement puisse aboutir, il est nécessaire de comprendre la façon dont la population perçoit son environnement et ses problèmes. Il existe trop souvent de larges divergences entre les objectifs et le système de valeurs des planificateurs et des responsables d'une part, et de la population locale d'autre part. Ces questions font l'objet de plusieurs autres études parrainées par le Programme et qui sont en cours de réalisation dans les pays industrialisés et en développement.

108. Des efforts sont également faits pour renforcer la capacité de recherche et de formation des institutions existantes dans les secteurs intéressant le Programme. Conformément aux recommandations formulées par une mission d'experts, l'Université de Khartoum, Soudan, sera l'institution principale qui servira de base aux projets du Programme concernant les terres arides, et les négociations visant à faire de l'Université de Khartoum une institution associée sont sur le point d'aboutir. En plus de l'appui accordé dans le domaine de la recherche et de la formation spécialisée, le Programme aidera l'Université de Khartoum à établir un programme d'études aboutissant à un diplôme de spécialiste de la gestion des terres arides,

car il ne semble exister nulle part de programme d'études de ce genre. Une mission exploratoire a été envoyée au Moyen-Orient en juin 1978 pour examiner les possibilités d'établir des liens entre l'Université de Khartoum et d'autres institutions. Un programme de formation spécialisée à l'intention des chercheurs et responsables des pays en développement sera lancé en Australie au début de 1979 et on envisage actuellement la possibilité de réaliser de tels programmes aux Etats-Unis d'Amérique et en Inde.

3. Systèmes d'énergie pour les communautés rurales

109. Avec les hausses accusées et soudaines des prix du pétrole enregistrées depuis la fin de 1973, beaucoup de nations riches et pauvres ont compris que le pétrole fait partie des ressources non renouvelables et que les réserves sont en train de diminuer rapidement. Beaucoup de pays en viennent à la conclusion qu'il faudra finir par développer les autres formes d'énergie, particulièrement celles qui font appel à des ressources renouvelables telles que l'énergie solaire, biologique ou éolienne. Toutefois, il existe des différences fondamentales entre les besoins en énergie des pays industrialisés et ceux des pays en développement, et entre leurs capacités respectives d'adaptation aux sources d'énergie renouvelables. Pour les pays industrialisés, il s'agit d'adapter les sources d'énergie de remplacement à un système complexe, centralisé et qui fait largement appel à l'électricité, au pétrole et au gaz naturel. En maintenant des niveaux élevés d'utilisation de l'énergie à un coût minimal, ces pays ont accès à diverses solutions de remplacement qui impliquent une technologie avancée et une forte concentration de capitaux, telle la fission nucléaire.

110. Par contre, les pays en développement ont besoin de quantités croissantes d'énergie simplement pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. En général, ces pays ne disposent pas de systèmes complexes de production et de distribution, et des sources d'énergie décentralisées à basse température suffisent à satisfaire la plupart de leurs besoins. Actuellement, les combustibles disponibles sur place, c'est-à-dire essentiellement le bois, fournissent une grande partie de l'énergie des pays en développement, mais une dépendance excessive vis-à-vis de ces ressources peut freiner le processus de développement et entraîner une détérioration de l'environnement. C'est dans les communautés rurales des pays en développement, où la crise de l'énergie est la plus aiguë et où les effets à long terme peuvent être les plus dommageables, que l'utilisation des sources d'énergie de remplacement pourrait avoir les résultats les plus spectaculaires et les plus immédiats.

a) Projets pilotes

111. Une des activités essentielles du sous-programme sur l'énergie du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles consiste à mettre en place une série cohérente de projets pilotes ayant pour but de tester l'emploi de l'énergie solaire, biologique et éolienne et d'en faire la démonstration dans les communautés rurales des pays en développement. Etant donné que la technologie des sources d'énergie non conventionnelle est déjà bien évoluée ou fait l'objet d'études intensives, le Programme mettra l'accent sur trois points :

a) L'intégration et l'adaptation de la technologie existante aux conditions locales et aux matériaux locaux;

b) Les problèmes socio-culturels que pose l'adoption de sources d'énergie non conventionnelles, y compris leurs aspects économiques et politiques;

c) La formation et la diffusion de l'information.

Chaque projet pilote fera appel à une combinaison de plusieurs sources d'énergie qui dépendra des ressources disponibles et du type d'énergie requise (thermique, mécanique ou électrique).

112. Le Programme est en train de mettre en place son premier projet pilote au centre de l'Iran. Une subvention d'un montant d'un million de dollars des Etats-Unis étalée sur cinq ans lui a été fournie à cet effet par le Gouvernement iranien. Les activités de recherche et de formation auront lieu à l'Université Pahlavi, à Shiraz, et porteront sur divers appareils tels que les chauffe-eau, les autoclaves à énergie solaire pour stériliser les instruments médicaux, et les cuisinières à énergie solaire ainsi que sur la production de l'énergie solaire.

113. Un second projet qui concerne principalement l'architecture, les matériaux de construction et l'utilisation de l'énergie est prévu pour l'Algérie. Etant donné que ce pays a entrepris la construction d'un grand nombre de nouveaux villages, la mise au point de types de construction et de matériaux efficaces sur le plan énergétique présenterait des avantages évidents. Une partie du travail consistera en utilisation pratique de l'énergie solaire, par exemple pour le dessalement et le pompage de l'eau.

b) Energie biologique

114. La mise au point de méthodes appropriées pour la production de biomasses et de biogaz à partir de déchets organiques, particulièrement dans les zones rurales, constitue l'un des secteurs prioritaires du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles. De son côté, le Programme sur la famine dans le monde cherche à déterminer la valeur nutritive et l'innocuité de produits alimentaires et d'aliments non conventionnels pour le bétail tirés de déchets organiques. Etant donné cette communauté d'intérêts, le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles et le Programme sur la famine dans le monde collaborent désormais à un projet commun de production d'énergie biologique à partir des déchets organiques.

115. Un groupe de travail qui s'est réuni à Athènes en mars 1978 a recommandé que le PRN et le Programme sur la famine dans le monde organisent conjointement une conférence qui se tiendra au Guatemala au siège de l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama à la fin de l'année 1978. Cette conférence mettra l'accent sur l'état actuel des connaissances en ce qui concerne l'utilisation par les communautés rurales de l'énergie biologique tirée des déchets organiques, et un groupe de travail qui doit se réunir après la conférence formulera des recommandations concernant les activités futures.

c) Etudes sur l'énergie

116. Outre ces projets concernant la technologie, le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles étudie activement la possibilité d'établir en Inde un centre spécialisé qui analyserait la conjoncture dans le domaine de la production et de la consommation d'énergie, et déterminerait les orientations à

court terme et à long terme dans ce domaine. Cet institut pour lequel le Gouvernement de l'Inde fournirait la plus grande partie des fonds, pourrait également être associé à l'Université. Pour le moment, le PNUD est en train d'effectuer avec le concours de l'Université une étude de faisabilité pour déterminer quels pourraient être la structure et le rôle d'une telle institution.

d) Diffusion de renseignements

117. A l'échelle globale, l'un des principaux obstacles à l'exploitation des sources d'énergie de remplacement en milieu rural réside dans l'isolement des chercheurs dans les pays en développement. Pour répondre à ce besoin pressant, le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles a établi un réseau chargé de recueillir et de diffuser aux moindres frais les publications scientifiques les plus récentes à l'intention des chercheurs qui travaillent dans les pays en développement. Ce réseau d'information, basé au Japon, commence tout juste à fonctionner à titre expérimental. Il devrait permettre la diminution des cas de double emploi, une coopération beaucoup plus poussée et une diffusion des connaissances généralement meilleure que ce n'a été le cas jusqu'ici.

118. Finalement, afin de coordonner toutes ces activités, l'Université envisage d'organiser, au début de 1979, un atelier pour faire le point de façon globale sur les énergies de remplacement. Cet atelier organisé en coopération avec l'Institut international pour l'analyse appliquée des systèmes et le Centre Est-Ouest d'Honolulu examinera les divers obstacles, sociaux et technologiques, à l'utilisation des sources d'énergie non conventionnelles. Les conclusions et les mémoires présentés seront réunis et publiés par l'Université sous forme de guide pratique concernant les problèmes et les avantages de l'adoption des sources d'énergie non conventionnelles.

e) Energie géothermique

119. Le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles s'intéresse également à l'énergie géothermique, bien que celle-ci convienne souvent mieux en raison de sa complexité relative et de son caractère centralisé aux pays qui sont déjà dotés d'un système de distribution de l'énergie bien développé. Le but des activités du Programme est de donner à ceux des pays en développement disposant de sources potentielles d'énergie géothermique la capacité de développer ces ressources. Ainsi le Programme est en train de négocier avec l'Office national de l'énergie et l'Université de Reykjavik la création en Islande d'une institution associée qui servira de centre de l'Université pour la recherche et la formation spécialisée. Un atelier doit être organisé en juin 1978 pour planifier le projet et réunir les experts qui s'occupent actuellement de formation géothermique.

f) Relations avec d'autres institutions et organisations

120. Le Programme a collaboré étroitement avec d'autres organismes de l'Organisation des Nations Unies, dont la FAO, le PNUE et l'UNESCO. On a entrepris un projet sur les systèmes d'interaction entre les hautes et les basses terres dont les objectifs correspondent à ceux du projet de l'UNESCO L'homme et la biosphère. Le Programme a également coopéré avec des organismes bilatéraux ainsi qu'avec des organisations scientifiques telles que le Conseil international des unions scientifiques et le Scientific Committee on Problems of the Environment.

E. Services d'appui aux programmes

1. Réunions de consultation

121. Dès sa fondation, l'Université des Nations Unies a été chargée en même temps de responsabilités étroitement liées : recevoir et exécuter des programmes distincts, établir des relations efficaces avec diverses institutions chargées de l'exécution des programmes; faire des collectes de fonds, et promouvoir dans le monde entier une véritable compréhension du concept nouveau que représente l'Université.
122. Pour réaliser ces objectifs, notamment le dernier, l'Université a continué la série de réunions consultatives qu'elle avait commencée en octobre 1976. Celles-ci ont essentiellement pour objet de faire connaître les buts, les méthodes et les programmes prioritaires de l'Université à l'élite intellectuelle et scientifique ainsi qu'aux chefs de gouvernement dans différentes régions du monde et de susciter, en retour, des réactions et des suggestions sur la façon dont l'Université pourrait le mieux aider à résoudre "les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité".
123. Le rapport du Conseil de 1977 a/ mentionne les réunions consultatives qui ont été tenues à Londres (octobre 1976), à Paris, Bonn et Stockholm (mars 1977) ainsi qu'à Kuala Lumpur (mai 1977). Depuis lors, des réunions ont eu lieu à Caracas, à Washington (D.C.) et à Ottawa (octobre 1977), à Tokyo (décembre 1977), à New Delhi et à Doha (février 1978) ainsi qu'à Athènes (mars 1978). Environ 945 participants originaires de 69 pays et représentant plusieurs organisations internationales ont participé à ces réunions. En outre, en novembre et décembre 1976, des consultations ont eu lieu à l'occasion des conférences générales de l'Association des universités arabes et de l'Association des universités africaines qui se sont réunies à Bagdad et à Khartoum respectivement.
124. Il est prévu de tenir deux réunions consultatives supplémentaires à Nairobi et à Accra en octobre 1978, et une troisième à Mexico en 1979.
125. Ont participé à ces réunions des vice-chanceliers et des recteurs d'université, des présidents de collèges et d'universités, des directeurs d'institutions de recherche, des directeurs d'établissements polytechniques et autres instituts d'enseignement supérieur, des professeurs et chefs de département, des membres d'organismes de recherche et d'académies nationales des sciences, des représentants de ministères de l'éducation, des affaires étrangères, de la science et du développement des territoires d'outre-mer, des organismes des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales éducatives, culturelles et autres, de fonds de dotation et de fondations, d'associations pour les Nations Unies et de commissions nationales pour l'UNESCO, de personnes ayant pris part à diverses réunions d'experts de l'Université des Nations Unies, et des membres des comités d'organisation ainsi que les membres du Conseil de l'Université. L'Université a été représentée à ces réunions par le recteur et ses principaux collaborateurs.
126. Des comités d'organisation ont été créés dans les pays où se sont déroulés les réunions consultatives. Les membres du Conseil de l'Université de ces pays ont joué

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 31 (A/32/31 et Corr.1), Sect. VI.

un rôle de premier plan dans les travaux de ces comités. Un certain nombre d'importants établissements universitaires et d'autres institutions et organisations nationales, ainsi que des bureaux et des organisations en rapport avec l'Organisation des Nations Unies ont collaboré avec les comités d'organisation à l'élaboration et à l'organisation de ces réunions.

127. Les gouvernements des pays où se tenaient les réunions ont prêté leur concours financier et fourni d'autres formes d'appui aux comités d'organisation, et les réunions ont en général été déclarées ouvertes par de hautes personnalités gouvernementales ou des ministres.

128. Les participants à ces réunions ont examiné la nature et les travaux de l'Université en général, ses programmes initiaux et ses orientations futures; ils ont soulevé diverses questions, notamment des questions relatives au caractère original de l'Université et à l'apport spécifique et universel qu'elle peut faire au développement des connaissances dans diverses parties du monde. Suivant les régions du monde, où se tenaient ces réunions les participants ont insisté à des degrés divers sur les différents programmes de l'Université.

129. Le recteur et les vice-recteurs ont estimé que ces réunions étaient extrêmement utiles parce qu'elles permettaient d'établir des contacts personnels avec les communautés universitaires et scientifiques, de recueillir des propositions concrètes pour la mise au point des programmes, d'encourager les relations institutionnelles et de favoriser les contacts efficaces avec les gouvernements en vue de mieux faire comprendre les buts de l'Université et de susciter des appuis en sa faveur.

130. Le Conseil de l'Université a reçu des rapports sur les réunions consultatives et a confirmé l'intérêt que présentent ces réunions pour expliquer le rôle de l'Université dans différentes parties du monde. Comme suite à ces réunions, des lettres ont été envoyées à chacun des participants pour les inviter à communiquer leurs observations sur les programmes, les activités et l'évolution de l'Université, et de nombreuses suggestions utiles ont été reçues.

2. Services culturels

131. Les services culturels prêtent leur appui aux programmes prioritaires de l'Université en leur fournissant les diverses informations nécessaires à leurs activités et en diffusant les connaissances obtenues grâce à ces programmes et à d'autres sources. Les services culturels s'occupent des publications, de la bibliothèque de l'Université des Nations Unies et de l'information.

132. Au cours de la période à l'examen, les services culturels ont surtout travaillé à créer le cadre de travail qui leur est nécessaire pour devenir un centre d'information culturel et scientifique. Ils ont commencé à mettre en oeuvre quelques-unes des directives qui ont été formulées à la réunion de janvier 1977 du groupe d'experts sur la diffusion des connaissances et qui ont été examinées par le Conseil à sa huitième session. Ces services travaillent également à la mise au point des divers systèmes électroniques de recherche documentaire en collaboration avec des projets internationaux relatifs à l'information en cours, en particulier avec ceux de l'UNESCO.

133. Sur environ 30 titres dont la parution était prévue pour 1978, les documents suivants ont été publiés ou sont sur le point d'être publiés par les services culturels.

A. Ouvrages

Programme sur la famine dans le monde

Interfaces of Agriculture, Food Science and Nutrition,
Proceedings of UNU-IRRI Workshop, Actes du groupe de travail de
l'Université des Nations Unies et de l'Institut international de
recherche sur le riz, Manille (Philippines), février-mars 1977.

B. Documents de travail

1. Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

- a) Report of the Expert Panel Meetings on the Programme on the Use and Management of Natural Resources, avril-mai 1977;
- b) Report of the Ad Hoc Advisory Committee Meeting on the Programme on the Use and Management of Natural Resources, mai 1977.

2. Programme de développement humain et social

- a) Report of the Human and Social Development Programme Planning Meeting, Tokyo, janvier 1977;
- b) Research and development systems in rural settings (Systèmes de recherche-développement en milieu rural), rapport sur la réunion du groupe de travail, Ethiopie, avril 1977;
- c) Socio-cultural comparative evaluation of development alternatives in a changing world (Evaluation socio-culturelle comparée des différents choix en matière de développement dans un monde en mutation), rapport sur la réunion du groupe d'études, Tokyo, juin 1977;
- d) Human rights in the context of development, a report of the task force meeting, Vienne, juin 1977;
- e) Project on the sharing of traditional technology, a report of the task force meeting, Tokyo, septembre 1977;
- f) Project on technology transfer, transformation and development : the Japanese experience, par Takeshi Hayashi;
- g) Programme on education and training, par Dudley Seers;
- h) Goals, processes and indicators of development : a project description, par Johan Galtung;
- i) About the need for a new approach to the generation of technology for rural development : a pilot study, par l'Instituto de Estudios para el Desarrollo Rural;
- j) Indicators of human and social development : report on the state-of-the art, de M. V. S. Rao, K. Porwit et N. Baster.

134. L'examen par le personnel des publications de l'ONU envisagées a été facilité par l'adoption de directives en matière de publication et la création d'un comité des publications.

3. Services d'information

135. Il est essentiel pour le développement de l'Université de faire un gros effort d'information. L'objectif de ces services est de faire en sorte que les responsables de l'opinion et les dirigeants, en particulier dans les milieux universitaires et gouvernementaux, soient davantage conscients de l'existence de l'Université et au courant de ses programmes, et qu'ils accordent leur soutien à ses objectifs et activités.

136. En 1977, les principaux instruments dont l'Université s'est servie pour sa publicité ont été les suivants : les réunions consultatives décrites aux paragraphes 125 à 128 ci-dessus; des contacts dans le monde entier avec les media; l'UNU Newsletter; de la documentation sur tous les aspects de l'Université et sur ses travaux; et un documentaire intitulé "Knowledge without boundaries" (Connaissances sans frontières). Le maintien de contacts réguliers et productifs avec les moyens d'information s'est avéré être la tâche la plus difficile parce que l'Université ne donne guère lieu à des nouvelles de choc. Néanmoins, un certain nombre d'articles et de reportages utiles et substantiels sur l'Université ont paru dans des publications et des quotidiens à caractère général comme le Washington Post, La Stampa, Events (Al-Hawadness), l'Indian Express, La Nación (Buenos Aires), Algérie-Actualité, et dans des revues spécialisées comme Science, Bulletin of the Atomic Scientists, Geojournal, et Chronicle of Higher Education. Des informations et des commentaires sur l'Université ont également été donnés par les media japonais.

137. Le Programme d'information de l'Université a été réorganisé et renforcé à la suite de la nomination d'un Directeur de l'information, M. Ray E. Fleming, administrateur pour les territoires (d'outre-mer) au Bureau central britannique de l'information, qui a été détaché à cet effet.

4. Services administratifs

138. La Division des services administratifs a non seulement continué à faire face à un volume de travail croissant, résultant de l'augmentation de la portée, de l'intensité et de la répartition géographique des activités entreprises par l'Université au titre des programmes mais est parvenue à ce faire tout en éliminant trois postes de la catégorie des administrateurs. Sans se borner à assurer les services administratifs habituels, cette division s'est spécialement consacrée à la définition et à la création de nouvelles politiques et procédures administratives convenant spécialement aux besoins particuliers de l'Université. A cette fin, elle est constamment restée en contact avec les départements intéressés du Siège de l'Organisation des Nations Unies en s'efforçant avec succès de concilier les besoins de l'Université avec les pratiques admises par l'Organisation des Nations Unies.

139. M. Douglas Manson, qui est devenu directeur de l'administration en mars 1978, a remplacé M. J. Laurier Lessard qui occupait ce poste depuis avril 1976 et qui a pris sa retraite. M. Manson a été détaché du PNUD où le dernier poste qu'il a occupé était celui de représentant résident adjoint en Jordanie.

IV. COLLECTE DE FONDS, FINANCES ET BUDGET

A. Collecte de fonds

140. Le financement de l'Université des Nations Unies est unique dans le système des Nations Unies. Il est assuré en grande partie par des recettes provenant d'un Fonds de dotation alimenté par les contributions volontaires des Etats Membres ainsi que des ressources provenant de l'appui fourni à des projets spécifiques. A la différence de la plupart des organismes des Nations Unies, l'Université ne bénéficie pas de subventions annuelles régulières de l'Assemblée générale ou des Etats Membres; elle tire l'essentiel de ses ressources des intérêts produits par le Fonds de dotation.
141. L'Université a fixé un objectif de 500 millions de dollars des Etats-Unis pour le Fonds de dotation d'ici 1981, ce qui représenterait une somme cinq fois supérieure à la contribution généreuse de 100 millions de dollars des Etats-Unis initialement annoncée par le Gouvernement japonais avant que l'Université des Nations Unies ne commence à fonctionner. Cette somme de 500 millions de dollars des Etats-Unis rapporterait chaque année quelque 25 à 40 millions de dollars, ce qui, s'agissant des ressources de base d'une université dont le mandat est à l'échelle mondiale, ne représente pas des sommes considérables. On pense que lorsque la dotation sera pleinement constituée, 12 p. 100 environ des recettes seront dépensées au titre des opérations au Siège, y compris la planification, la supervision et l'évaluation des programmes, et 88 p. 100 au titre des activités relevant des programmes à travers le monde.
142. Lorsqu'il a annoncé sa contribution, le Gouvernement japonais comptait sur d'autres contributions provenant d'autres pays et d'autres sources. Sur les 100 millions de dollars des Etats-Unis annoncés, les quatre premiers versements, d'un montant total de 70 millions, ont été reçus et le Gouvernement japonais a ouvert un nouveau crédit de 10 millions de dollars des Etats-Unis pour 1979. Les gouvernements de dix-huit autres Etats, à savoir l'Arabie saoudite, l'Autriche, Chypre, le Ghana, la Grèce, l'Inde, la Jamahiriya arabe libyenne, la Norvège, les Pays-Bas, les Philippines, le Saint-Siège, le Sénégal, le Soudan, la Suède, la Suisse, la Tunisie, le Venezuela et le Zaïre, ont versé ou se sont engagés à verser des contributions. Au mois de mai 1978, les contributions annoncées s'élevaient à 126 380 036 dollars des Etats-Unis et les contributions effectivement reçues par l'Université à 78 064 721 dollars (voir annexe IV ci-dessous).
143. En plus des contributions au Fonds de dotation, des Etats comme la Grèce, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède ont versé des contributions au titre des frais de fonctionnement semblables à celles versées chaque année à des organisations internationales. Dans la plupart des cas, elles ont été accordées à titre temporaire afin de permettre à l'Université de lancer des activités relevant de ses programmes.
144. Le principal problème financier de l'Université tient à ce qu'à leur niveau actuel les recettes provenant de la dotation ne permettent pas de maintenir un équilibre acceptable entre les dépenses au titre des opérations indispensables au Siège et les dépenses au titre des activités extérieures souhaitables relevant des programmes. En 1978, les recettes provenant de la dotation devraient être de 5 875 825 dollars des Etats-Unis. On prévoit que le coût des opérations

au Siège, y compris la planification, la supervision et l'évaluation des programmes sera de 5,1 millions de dollars des Etats-Unis. Quatre millions de dollars sont affectés à l'appui des programmes extérieurs. Les fonds supplémentaires nécessaires pour faire face aux dépenses totales (9,1 millions de dollars des Etats-Unis) proviendront en grande partie de sources de revenu extérieures à la dotation, telles que contributions au titre des dépenses de fonctionnement, appui aux projets et reports de fonds d'une année sur l'autre. L'objet principal de l'Université étant ses activités dans le monde, l'appui aux programmes extérieurs devrait largement dépasser les dépenses au Siège et être financé pour une bonne part par les recettes provenant de la dotation. Tant qu'on n'y sera pas parvenu, la structure financière de l'Université sera gravement déséquilibrée.

145. Au nombre des problèmes auxquels se heurte l'effort de collecte de fonds de l'Université, on trouve la méconnaissance fondamentale du caractère de cette nouvelle institution, l'ignorance de sa nature véritable et une opposition résiduelle au principe même de l'Université conçue, en particulier dans certains pays industrialisés, comme une institution traditionnelle établie autour d'un campus. C'est pourquoi, pour augmenter sa dotation et ses autres ressources, l'Université a une double tâche à accomplir :

a) Vaincre l'ignorance et combattre le scepticisme des gouvernements et des universitaires et ainsi mieux faire accepter le principe de l'Université;

b) Gagner l'appui matériel de tous les Etats Membres et en particulier des pays industrialisés.

146. Le Recteur et le Vice-Recteur chargé de la planification et du développement se sont rendus, soit ensemble, soit séparément, dans plus de 65 pays afin d'effectuer des démarches auprès des responsables gouvernementaux et de leur expliquer, ainsi qu'aux universitaires, l'action de l'Université. Il y a un certain nombre de pays dans lesquels ils se sont rendus à plusieurs reprises. Pratiquement tous se sont déclarés prêts à verser une contribution lorsque leur situation économique le leur permettrait. Actuellement, plusieurs gouvernements de pays d'Amérique du Nord, d'Europe et du Moyen-Orient envisagent sérieusement la possibilité de verser des contributions au titre de la dotation.

147. Pour l'Université, le dilemme est le suivant : d'un côté, elle a besoin de programmes dynamiques qui évoluent rapidement pour attirer les contributions au Fonds de dotation; d'un autre côté, elle ne peut pas maintenir efficacement la dynamique de ces programmes tant que le Fonds ne dispose pas d'une base de revenus stable et en expansion rapide assurée. C'est compte tenu de ces considérations que le Conseil de l'Université a pris les décisions ci-après lors de sa neuvième session, tenue à Tokyo en décembre 1977 :

a) Il a lancé un appel spécial aux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour les inviter à annoncer des contributions généreuses au Fonds de dotation.

b) Il a décidé d'ouvrir une rubrique spéciale au Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies pour le financement des programmes de l'Université destinés à aider les pays en développement.

A l'occasion de ses collectes de fonds, le personnel de l'Université s'est rendu compte que dans plusieurs pays industrialisés ce sont les fonds destinés à aider les pays en développement qui offrent les possibilités les plus prometteuses en matière de contributions au Fonds de dotation. Le Conseil a pris la décision susmentionnée pour permettre à l'Université de recevoir ces fonds sans exclure la possibilité de recevoir d'autres contributions généreuses au titre de la dotation.

148. Le montant des contributions à la dotation que l'Université a reçues jusqu'à présent est nettement insuffisant. Néanmoins, l'Université envisage l'avenir en ce qui concerne les collectes de fonds avec confiance. Elle continuera à faire appel énergiquement à des contributions généreuses (pour la récapitulation des contributions annoncées et versées, voir plus loin à l'annexe IV).

B. Finances et budget

1. Recettes

149. On estime que les recettes totales de l'Université ont été de 6 108 367 dollars des Etats-Unis pour l'exercice financier b/ 1977 et qu'elles seront de 9 133 352 dollars pour 1978. En 1977, elles étaient constituées par les ressources ci-après :

(Dollars des Etats-Unis)

Intérêts produits par le Fonds de dotation	4 778 367
Report de fonds sur le budget-programme de 1977	500 000
Report de l'excédent escompté du budget de 1976 sur les recettes de 1977	830 000
	<u>6 108 367</u>

Les recettes pour 1978 se décomposent comme suit :

Intérêts produits par le Fonds de dotation	5 021 539
Recettes supplémentaires escomptées au titre de la dotation	854 286
Reports de fonds	1 850 000
Contributions au titre des dépenses de fonctionnement	1 407 527
	<u>9 133 352</u>

150. Comme on l'a déjà indiqué, les contributions susmentionnées au titre des dépenses de fonctionnement sont les contributions que les gouvernements donateurs destinent au financement des dépenses afférentes aux opérations courantes (y compris les activités relevant des programmes), et non pas des contributions au Fonds de dotation. A sa neuvième session, le Conseil a approuvé l'emploi de ces contributions à caractère annuel au titre des opérations courantes, sous réserve de l'accord des gouvernements donateurs.

b/ Coïncide avec l'année civile.

151. A ce stade de l'évolution de l'Université, les reports de fonds indiqués ci-dessus ont lieu en raison de certaines circonstances. Afin de donner toutes possibilités de planifier à l'avance les activités des programmes, on leur alloue le maximum de fonds disponible lorsqu'on établit les budgets pour l'exercice suivant. Mais, au stade de l'exécution, on procède à un examen attentif de tous les accords avec des institutions avant d'utiliser les fonds. Etant donné qu'on réalise actuellement pour la première fois des accords d'association, les fonds alloués ne sont pas tous dépensés, et il en résulte des reports de fonds. Toutefois, à mesure que l'Université acquerra davantage d'expérience, elle pourra prévoir la budgétisation de ses fonds avec plus d'exactitude et les reports de fonds seront moins fréquents.

2. Dépenses

152. Les dépenses estimatives de l'Université pour 1977 et 1978 se décomposent comme suit :

(En dollars des Etats-Unis)

	Budget de 1977	Pourcentage du budget	Budget de 1978	Pourcentage du budget	Augmentation (Diminution) en 1978 par rapport à 1977
Conseil de l'Université	274 700	4,5	268 500	3,0	(6 200)
Cabinet du Recteur	302 650	4,9	412 600	4,5	109 950
Division de la planification du développement	330 450	5,4	403 850	4,4	73 400
Division du programme	3 987 667	65,3	6 493 600	71,1	2 505 933
Division des services administratifs	1 212 900	19,9	1 396 700	15,3	183 800
Fonds pour imprévus du Recteur pour les activités des programmes			158 102	1,7	158 102
TOTAL	6 108 367	100,0	9 133 352	100,0	3 024 985

153. On estime que les dépenses de la Division des programmes pour 1977 et 1978 se décomposent comme suit :

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>1977</u>	<u>1978</u>
Programmes (dépenses extérieures) <u>a/</u>	2 800 517	3 877 150
Programmes (dépenses intérieures) <u>a/</u>	627 050	988 000
Services culturels	285 100	577 600
Services de l'information	275 000	1 050 850
	<u>3 987 667</u>	<u>6 493 600</u>

a/ Les dépenses extérieures au titre des programmes recouvrent toutes les dépenses afférant aux activités relevant des programmes, à l'exclusion des traitements des fonctionnaires et des dépenses communes de personnel. Les dépenses intérieures au titre des programmes recouvrent les traitements des fonctionnaires et les prestations communes auxquelles a droit le personnel du Programme sur la famine dans le monde, du Programme de développement humain et social et du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles,

154. Les ressources qui ont été affectées aux trois programmes prioritaires en 1978 pour couvrir les dépenses extérieures et intérieures sont ventilées ci-dessous. En 1977, les dépenses extérieures n'ont pas été présentées séparément mais prises en compte dans un chiffre unique. On n'indique donc que le montant total des ressources qui ont été affectées au financement des dépenses extérieures.

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Dépenses intérieures</u>		<u>Dépenses extérieures</u>	
	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>
Programme sur la famine dans le monde	155 130	273 700	-	1 526 600
Programme de développement humain et social	237 790	373 050	-	1 312 450
Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles	234 130	341 250	-	1 038 100
	<u>627 050</u>	<u>988 000</u>	<u>2 800 517</u>	<u>3 877 150</u>
TOTAL	627 050	988 000	2 800 517	3 877 150

V. CONSEIL DE L'UNIVERSITE

155. Au cours de l'année considérée, le Conseil de l'université a tenu sa neuvième session à Tokyo, du 5 au 9 décembre 1977, et sa dixième session à Vienne, du 26 au 30 juin 1978, sur invitation du Gouvernement autrichien. Au cours des dix jours qu'ont duré ces réunions, le Conseil a examiné les programmes, les problèmes et le travail de l'Université et continué ainsi d'en orienter et modeler le développement et les programmes.

156. Pour la première fois depuis sa constitution, trois ans plus tôt, 12 nouveaux membres sont venus s'adjoindre au Conseil, à sa neuvième session. Les nouveaux membres, qui comprennent la moitié des membres du Conseil nommés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de l'UNESCO, siégeront au Conseil pendant six ans. Choisis à titre individuel, les membres ne représentant ni leurs gouvernements respectifs, ni une institution quelconque, les nouveaux membres du Conseil sont : c/

Mme Estefania Aldaba-Lim

M. Pawel Bozyk

M. Carlos Chagas

M. Wilbert Kumaliya Chagula

M. Jean Coulomb

M. P. N. Dhar

M. Felipe E. Mac Gregor

M. Abdelsalam Majali

M. Malu wa Kalenga

M. Stephan Verosta

M. Shams E. El-Wakil

Mme Ines Wesley Tanaskovic.

157. La diversité et le sérieux des délibérations du Conseil transparaissent bien dans les Actes de chaque session, qui récapitulent aussi les décisions du Conseil.

c/ La liste complète des membres du Conseil figure à l'annexe I ci-dessus.

158. A sa neuvième session, le Conseil a examiné longuement, en séance plénière comme au sein des divers comités tous les faits nouveaux et activités concernant les programmes décrits au chapitre III du présent rapport. Les membres du Conseil ont émis de nombreuses et précieuses suggestions concernant à la fois l'exécution et l'évaluation des programmes et leur coordination avec les travaux connexes entrepris par les organismes des Nations Unies et par d'autres institutions.

159. A la même session, le Conseil a approuvé les propositions du Recteur relatives aux programmes ainsi que le budget-programme de l'Université pour 1978. Il a examiné certains problèmes financiers délicats et diverses difficultés de programmation qu'affronte l'Université. Comme il a été dit plus haut, le Conseil a ouvert une rubrique spéciale du Fonds de dotation afin d'accroître les ressources disponibles à ce titre pour les travaux destinés à aider les pays en développement; il a aussi lancé un appel spécial à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour les inviter à verser des contributions au Fonds de dotation. Le Conseil a autorisé le Recteur à prendre les mesures nécessaires pour que l'Université participe à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, qui se tiendra en 1979. Sur la recommandation du Comité des candidatures, le Conseil a décidé de proroger l'existence des deux comités permanents, c'est-à-dire :

a) Le Comité des finances et du budget, composé d'un Président et de cinq membres du Conseil, élus par ce dernier;

b) Le Comité des programmes et des relations institutionnelles, composé d'un Président, élu par le Conseil, et de l'ensemble des membres du Conseil.

160. Enfin, le Conseil a élu à l'unanimité les membres de son Bureau ainsi que les membres et les présidents de ses comités permanents comme suit :

Président du Conseil :	M. Marcel Roche
Vice-président du Conseil :	M. P. N. Dhar
	M. Abdelsalam Majali
	M. S. Madani Sy
	M. Stephan Verosta
	Mme Ines Wesley Tanaskovic
Président du Comité des programmes et des relations institutionnelles <u>d/</u> :	M. Majid Rahnema

d/ Tout membre du Conseil est aussi membre du Comité des programmes et des relations institutionnelles.

Président du Comité des finances
et du budget :

M. Stephan Verosta.

Membres du Comité :

M. W. K. Chagula

M. Roger Caudry

M. Hans Löwbeer

M. Y. Maeda

Mme H. F. Yusuf

161. A sa Dixième session, tenue à Vienne, le Conseil a entendu le rapport intérimaire oral du Recteur sur les activités de l'Université depuis sa neuvième session, qui a eu lieu à Tokyo en décembre 1977, et a examiné le projet de rapport du Conseil à l'Organisation des Nations Unies et à l'UNESCO, ouvrant la période de juin 1977 à juin 1978. C'est en se fondant sur ces exposés et sur ses propres débats que le Conseil a établi et adopté son rapport.

162. Les chapitres précédents comprennent le rapport du Recteur sur les faits nouveaux et les activités concernant l'Université des Nations Unies survenus de juin 1977 à juin 1978. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut dans l'introduction, le présent rapport se termine par un bilan des trois premières années d'existence de l'Université et offre ainsi un aperçu général de l'évolution et des réalisations de l'Université.

VI. BILAN DES TROIS PREMIERES ANNEES D'EXISTENCE DE L'UNIVERSITE

163. La troisième année d'existence de l'Université des Nations Unies vient de s'achever. Trois ans ne représentent bien entendu qu'une brève période dans la vie d'une institution, en particulier si elle a été créée pour permettre à des scientifiques et à des savants de nombreux pays de collaborer de façon systématique et continue en vue de trouver des solutions aux grands problèmes mondiaux. Néanmoins, il est utile de dresser brièvement un bilan provisoire des activités de l'Université. Ce bilan sera une source d'inspiration pour toutes les personnes qui participent au développement de l'Université et pour ceux qui l'appuient ou sont susceptibles de le faire.

1. Principales difficultés

164. Le principal obstacle au développement de l'Université est le fait qu'après trois années d'appels de fonds, les contributions annoncées par les Etats Membres ne s'élèvent qu'à un quart environ (126,4 millions de dollars des Etats-Unis) de l'objectif de 500 millions de dollars des Etats-Unis que le Fonds de dotation devra atteindre en 1981; sur ce montant, 78 millions de dollars seulement ont été versés, dont 89 p. 100, soit 70 millions de dollars, provenaient d'une seule source, le Gouvernement japonais. L'Université des Nations Unies, institution universitaire à vocation universelle, doit donc à la fois s'efforcer d'obtenir l'attention, l'acceptation et l'appui du monde entier et établir ses programmes et réseaux d'institutions mondiaux alors qu'elle ne dispose que de ressources relativement modestes. Pour accomplir des progrès tangibles vers l'objectif fixé pour le Fonds de dotation, il faudrait que les Etats annoncent et versent des contributions beaucoup plus importantes.

165. Les sérieuses difficultés financières de l'Université posent de graves dilemmes en matière de programmes. L'Université doit avoir des programmes cohérents et originaux, mais le nombre peu élevé de personnes qu'elle peut affecter aux activités relatives aux programmes limite les possibilités d'élaboration, d'exécution et de supervision de programmes. Il faut que l'Université obtienne à bref délai des résultats concrets, mais l'efficacité des programmes se ressent de la faible ampleur des ressources financières que l'Université peut leur consacrer. Les activités de l'Université devraient être beaucoup plus étalées géographiquement, mais une large dispersion des fonds réduirait les ressources affectées à chacun des projets et diminuerait donc l'efficacité de ceux-ci.

166. Au cours de plusieurs réunions consultatives qui ont eu lieu en Europe et en Amérique du Nord, les participants ont souligné la nécessité d'élaborer des programmes intéressant les pays industrialisés. Les premiers programmes ont été dans une large mesure orientés vers les pays en développement, car la charte de l'Université comme sa politique générale font du renforcement des ressources scientifiques des pays en développement l'une des fonctions primordiales de l'Université. Cependant, pour servir le monde entier et susciter l'intérêt et l'appui des pays industrialisés, il faut permettre aux savants et aux institutions de ces pays de mieux participer aux activités de l'Université.

167. Il est également nécessaire de démontrer que l'Université a une efficacité propre, qu'elle contribue à résoudre de graves problèmes mondiaux et ne se borne pas à appuyer et à coordonner des activités mises sur pied par des institutions du monde entier. L'Université des Nations Unies a réussi à élaborer des programmes originaux et pertinents, qui sont décrits au chapitre III et dans les paragraphes suivants, mais elle ne dispose pas des ressources financières qui lui permettraient de mener à bien ces programmes.

2. Accomplissement de la mission de l'Université

168. Néanmoins, en utilisant de façon judicieuse ses ressources limitées, l'Université a commencé à s'acquitter de la mission définie par sa charte, et qui est de constituer "une communauté internationale de savants vouée à la recherche, à la formation postuniversitaire et à la diffusion du savoir en vue d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de la Charte des Nations Unies" et de "jouir des libertés universitaires nécessaires à la réalisation de ses objectifs" (A/9149/Add.2, art. I, par. 1 et art. II, par. 1). Dès le début, la généreuse coopération de nombreux savants et scientifiques du monde entier a grandement contribué au développement des structures de l'Université et à l'exécution de son programme. La plupart d'entre eux ont participé bénévolement à de nombreuses réunions de groupes d'experts, de comités consultatifs, de réunions consultatives et de réunions consacrées à des projets. De même, beaucoup d'institutions, de gouvernements et d'organisations ont accepté que ces activités se déroulent dans leurs locaux et ont fourni une assistance considérable en mettant à la disposition de l'Université des services et des installations.

3. Détermination des problèmes mondiaux pressants

169. L'Université contribue à la solution des problèmes mondiaux en se servant des instruments du savant. A cet égard, sa tâche primordiale est d'aider à reconnaître les problèmes que la science et l'étude peuvent contribuer à résoudre. Pour mener cette tâche à bien dans un monde où un grand nombre de particuliers et d'institutions sont déjà actifs, il est impératif et fructueux de solliciter leurs conseils en vue de déterminer quels sont les problèmes mondiaux sur lesquels l'Université devrait concentrer ses efforts, compte tenu de ses ressources limitées et du caractère particulier que lui confère son rôle de branche universitaire des Nations Unies. L'Université s'est donc inspirée des résultats de consultations nombreuses et permanentes pour élaborer et constituer ses programmes et ses modes d'action en vue de renforcer, de compléter et d'élargir l'oeuvre bénéfique de bien d'autres institutions du monde entier. Les problèmes mondiaux sur lesquels l'Université s'est penchée ont été décrits plus haut.

4. Contribution à la compréhension, à la science et à la connaissance pratique

170. Il faut souligner qu'en ce qui concerne les problèmes mondiaux qu'elle a retenus comme thèmes de ses programmes, l'objectif de l'Université est de contribuer à développer la compréhension qu'en a le monde entier, à combler les principales

lacunes scientifiques qui existent à leur sujet et à améliorer les connaissances permettant d'agir sur eux, en particulier dans les pays en développement où ces problèmes se manifestent sous leur forme la plus aiguë et où la capacité de les résoudre manque le plus. Les moyens utilisés par l'Université pour s'acquitter de sa mission sont les programmes de recherche exécutés dans le cadre de réseaux coordonnés d'institutions et de particuliers, les bourses postuniversitaires, les colloques scientifiques et les activités de publication et d'information décrites au chapitre III.

171. Par ailleurs, l'Université s'efforce d'accomplir sa tâche en ayant recours à des méthodes originales. En premier lieu, elle essaye d'aborder sous un angle neuf les problèmes mondiaux auxquels elle a décidé de se consacrer. D'autre part, elle organise des réseaux internationaux de recherche et de formation postuniversitaire. Enfin, elle déploie des efforts en vue du perfectionnement des savants et des experts qui coopèrent avec elle et du développement des institutions qui lui sont associées. Pour montrer que l'Université s'est acquittée de ses fonctions, on résumera ci-après les activités menées dans le cadre des trois programmes prioritaires depuis leur commencement.

5. Programme sur la famine dans le monde

172. Le Programme sur la famine dans le monde, premier Programme de l'Université à être lancé, fonctionne actuellement grâce à un réseau de huit institutions associées qui mènent des activités de formation et de recherche postuniversitaire dans les trois domaines prioritaires du Programme. Les institutions qui se sont successivement associées à l'Université ont leur siège dans les pays suivants (dans l'ordre chronologique) : Guatemala, Inde, Philippines, Chili, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela, Etats-Unis et Canada. Ce réseau international a permis à l'Université d'octroyer 49 bourses et 7 bourses pour cadres de recherche dont l'objet est de renforcer l'autorité et la compétence des boursiers en matière de recherche et de développer ainsi la capacité des institutions auxquelles ils appartiennent de contribuer à résoudre les problèmes de la famine et de l'alimentation. Plus de 20 projets de recherche situés dans les domaines de la nutrition et de la conservation des aliments après la récolte sont exécutés de façon coordonnée et on compte qu'ils auront des effets cumulatifs dans beaucoup de pays en développement. En particulier, les résultats de recherches récentes sur les besoins en calories et en protéines sont utilisés pour la prise de décisions concrètes. Les ateliers techniques et interdisciplinaires aident le Programme sur la famine dans le monde à concevoir ces activités et à acquérir les connaissances tant attendues qui permettront de conseiller les gouvernements, les organisations internationales, les savants et les dirigeants désireux d'exécuter des programmes alimentaires et nutritionnels. En coopérant étroitement avec diverses organisations, en particulier celles des Nations Unies, le Programme participe aux travaux accomplis par des équipes internationales pour lutter contre la famine dans le monde et utilise ainsi au mieux les ressources limitées de l'Université.

6. Programme de développement humain et social

173. Ce programme a débuté à la mi-1976, il y a à peine deux ans. Dans l'accomplissement des activités qui lui sont confiées, il s'écarte des méthodes traditionnelles de la coopération technique en faveur du développement. Reconnaissant que les problèmes globaux sont complexes et interdépendants et que certaines tentatives isolées visant à résoudre quelques-uns de ces problèmes peuvent contribuer à en aggraver d'autres, les chercheurs du Programme s'attachent à aider la communauté universitaire et scientifique internationale à identifier les facteurs qui sont essentiellement à l'origine des problèmes de développement. Ils estiment également que l'Université devrait constituer un forum mondial où seraient exposées, évaluées et comparées de façon critique les idées relatives au développement émanant de diverses écoles de pensée, utilisant des schémas théoriques différents et reflétant différentes disciplines et traditions culturelles. Avec l'approbation du Conseil, l'Université utilise les antennes et les multiples réseaux dont elle dispose dans le monde entier pour offrir une tribune internationale aux idées relatives au développement dans les conditions de liberté universitaire prévues par sa charte.

174. A ce jour, le Programme a établi des relations de travail avec quelque 50 centres de recherche et universités du monde entier. Cinq institutions - situées en Argentine, au Mexique, à Sri Lanka, en Suisse et au Venezuela - sont devenues des institutions associées de l'Université. Comme il est indiqué plus haut, chacun des projets de recherche du Programme est assuré de la participation d'un certain nombre de centres de recherche dont les savants, au cours de réunions périodiques, conçoivent, exécutent et évaluent conjointement les travaux. En outre, dans le cadre d'activités nouvelles visant à mettre en route dans l'ensemble de l'Université un programme relatif à l'Enseignement au service du développement qui comprendrait l'organisation d'ateliers et de séminaires régionaux, le Programme de développement humain et social espère faire participer la communauté universitaire internationale à ses projets de recherche et à l'évaluation des résultats obtenus.

175. La diffusion de connaissances concernant les "problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité", qui est l'une des fonctions de l'Université, sera grandement facilitée par les liens de travail existant entre le Programme de développement humain et social et les cinq grandes associations régionales d'institutions de formation et de recherche pour le développement : l'Association des instituts de recherche et de formation en matière de développement de l'Asie et du Pacifique, le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique, le Conseil latino-américain des sciences sociales, l'Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science, l'Association européenne des instituts de formation et de recherche en matière de développement, et leur organisme de coordination - le Comité international de coordination des associations pour le développement.

7. Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

176. Lancé en février 1977 seulement, le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles est passé rapidement du stade de la conception et de la planification à celui de l'exécution de ses trois sous-programmes. On a déjà créé au Costa Rica une institution associée, et les négociations relatives à la création

de huit autres d'entre elles (en Algérie, Islande, Indonésie, Iran, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Soudan et Thaïlande) en sont à leur stade final. Dans quelques-uns de ces centres, les activités de recherche et de formation ont débuté avant la signature d'accords officiels. La dernière série de réunions relatives à la planification du Programme, tenues au siège des institutions associées, s'achèvera au cours du deuxième semestre de 1978. Ces réunions ont pour but de mettre au point un ensemble cohérent d'activités de recherche et de formation conformes aux priorités et au cadre théorique arrêtés par le Programme au cours de l'année écoulée.

177. Les activités du Programme sur les ressources naturelles en dehors des institutions associées sont également en bonne voie. En ce qui concerne la diffusion de renseignements, 14 rapports relatifs au problème des terres arides sont en cours de rédaction et plusieurs d'entre eux seront publiés au début de 1979. Un guide complet de l'état des ressources naturelles du monde est également en cours de préparation. Au cours d'un atelier organisé en Islande, on a mis au point un programme de formation coordonné en matière d'énergie géothermique. Les chargés de recherche et les directeurs de recherche devant participer à ce programme ont été choisis et l'on commencera à former les premiers d'entre eux en 1978. Un atelier visant à préciser le concept de systèmes de ressources et à en améliorer l'applicabilité s'est tenu aux Philippines. Il est prévu de réaliser en Malaisie une autre étude sur les systèmes d'énergie des régions rurales, et l'on examine la possibilité d'effectuer une étude sur les interactions entre les hautes et les basses terres en Asie méridionale. Dans le domaine de l'énergie, un centre chargé de diffuser des renseignements sur l'énergie solaire aux populations des pays en développement vient d'être créé au Japon. Des discussions au plus haut niveau se déroulent actuellement en ce qui concerne la possibilité de créer en Inde un centre consacré aux études énergétiques et aux politiques en matière d'énergie. Tout en axant ses activités de recherche et de formation sur les institutions associées, le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles étend ses réseaux au-delà de ces quelques centres.

8. Activités communes des programmes

178. Dès le début, le Programme sur la famine dans le monde, le Programme de développement humain et social et le Programme sur les ressources naturelles ont été considérés comme des programmes liés visant à éclairer l'interaction des problèmes mondiaux qui affectent la condition humaine et à en faciliter la solution. A l'origine toutefois, chaque programme a été doté de l'autonomie nécessaire pour définir son cadre théorique, ses méthodes et son identité propres. En même temps, les interactions entre les trois programmes se sont accentuées au cours des délibérations du Conseil et des réunions du personnel de l'Université. La réunion commune, en avril 1978, des membres des groupes directeurs des comités consultatifs des trois programmes, des coordonnateurs des programmes et des projets et du personnel de l'Université a été le reflet de l'intensification des efforts de coordination et d'intégration des programmes. Une réunion analogue se déroulera au début de 1979. Comme on l'a indiqué plus haut, des activités communes de recherche et d'enseignement faisant intervenir les trois programmes de l'Université ont été mises en route.

9. Développement de la communauté internationale de savants

179. La charte de l'Université (A/9149/Add.2) commence par ces mots : "l'Université des Nations Unies est une communauté internationale de savants...". Elle demande ensuite à l'Université de contribuer à "l'épanouissement en tous lieux et en particulier dans les pays en développement de solides communautés universitaires et scientifiques" et de "renforcer l'interaction dynamique au sein de la communauté mondiale du savoir et de la recherche". Au cours de ses trois années d'existence, l'Université a déjà démontré qu'elle peut contribuer effectivement à la réalisation des buts de la charte, malgré une grave pénurie de fonds et de personnel. Lentement mais sûrement, l'Université a commencé à servir de tribune mondiale critique, pluraliste et multidisciplinaire pour l'analyse et l'évaluation des problèmes mondiaux pressants et des solutions proposées ainsi que des différents choix offerts en matière de développement aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres, remplissant ainsi l'une des tâches principales pour lesquelles l'Assemblée générale l'a créée et a adopté sa charte en 1973 (résolution 3081 3081 (XXVIII) du 6 décembre 1973).

180. Les trois programmes prioritaires travaillent maintenant de concert avec quelque 14 institutions associées, négocient avec 12 autres institutions et travaillent avec plus de 100 autres institutions et associations. Le Programme sur la famine dans le monde a formé plus de 50 fellows, et des bourses supplémentaires seront accordées prochainement par les trois programmes. L'Université a distribué 20 rapports présentant les résultats de ses ateliers et réunions de planification. Près de 300 savants, scientifiques et experts ont participé aux réunions, séminaires et ateliers scientifiques, techniques et d'information organisés par l'Université dans le monde entier.

181. Ces quelques chiffres ne donnent qu'un aperçu quantitatif des trois programmes prioritaires de l'Université. Plus important peut-être est l'encouragement que l'Université apporte aux savants et hommes de science de différentes parties du monde en leur faisant prendre conscience de l'importante contribution que leurs travaux peuvent apporter à la compréhension et à la solution des grands problèmes humains. Savoir que les Nations Unies ont créé une organisation pour les aider à collaborer plus efficacement avec leurs pairs à l'application pratique des résultats de leurs travaux est rassurant. En effet, il importe que les hommes de science se sentent suffisamment en confiance pour persister dans les tâches difficiles qu'exigent la recherche appliquée et la formation. Cet affermissement de la volonté des chercheurs, en particulier de ceux des pays en développement, lorsqu'ils deviennent membres des réseaux créés par l'Université, est comme le reconnaissent bon nombre de ceux qui participent à ses travaux, l'une des contributions les plus précieuses de l'Université des Nations Unies.

ANNEXE IV

Récapitulation des contributions annoncées et versées au Fonds
de dotation et aux Fonds de fonctionnement a/ de l'Université
des Nations Unies au 20 juin 1978

<u>Gouvernement</u>	<u>Montant annoncé</u>	<u>Montant versé</u>	<u>Date</u>
1. Autriche	4 millions de schillings autrichiens (238 800 dollars)		14 juin 1976
		4 millions de schillings autrichiens (238 800 dollars)	7 janvier 1977 $\sqrt{1}$ million de schillings autrichiens (60 000 dollars des Etats-Unis environ) à verser chaque année par la suite/
		1 million de schillings autrichiens (61 600 dollars)	19 octobre 1977
2. Arabie saoudite	5 millions de dollars		9 mars 1977
		581 818 livres (1 070 000 dollars)	15 décembre 1977
3. Chypre	500 livres chypriotes (1 291 dollars)		30 mars 1972
		1 291 dollars	5 juin 1978
4. Ghana	2 500 000 dollars	14 750 dollars	28 mai 1975
		14 790 dollars	20 novembre 1975
			26 mai 1976 (versements échelonnés sur cinq ans)
		500 000 dollars	17 décembre 1976
		14 790 dollars	21 juin 1977
5. Grèce	20 000 dollars	500 000 dollars	5 décembre 1977
		20 000 dollars	21 janvier 1976
		20 000 dollars	28 décembre 1977
6. Inde	750 000 dollars		1er février 1977 (versements échelonnés sur dix ans)
		75 000 dollars	5 mai 1977

<u>Gouvernement</u>	<u>Montant annoncé</u>	<u>Montant versé</u>	<u>Date</u>
7. Jamahiriya arabe libyenne	50 000 dollars		26 avril 1976
		50 000 dollars	28 décembre 1976
	50 000 dollars		20 janvier 1977
		50 000 dollars	16 février 1977
8. Japon	50 000 dollars		22 août 1977
	100 millions de dollars		25 septembre 1973 (versements échelonnés sur cinq ans)
		20 millions de dollars	20 janvier 1975
		20 millions de dollars	22 janvier 1976
		20 millions de dollars	4 février 1977
9. Norvège		10 millions de dollars	31 janvier 1978
		1 million de couronnes norvégiennes (180 018 dollars)	1er avril 1976
	1 million de couronnes norvégiennes (189 251 dollars)		28 mars 1977
		1 million de couronnes norvégiennes (189 251 dollars)	9 mai 1977
	1 million de couronnes norvégiennes (194 780 dollars)		26 janvier 1978
		1 million de couronnes norvégiennes (194 780 dollars)	8 février 1978
10. Pays-Bas	100 000 dollars		24 mai 1976 (versements annuels pendant plusieurs années)
		100 000 dollars	8 juillet 1976
		100 000 dollars	12 juillet 1977

<u>Gouvernement</u>	<u>Montant annoncé</u>	<u>Montant versé</u>	<u>Date</u>
11. Philippines	50 000 dollars		7 juin 1978 (versements échelonnés sur cinq ans)
		5 000 dollars	19 avril 1978
12. Saint-Siège		50 000 dollars	28 février 1977
13. Sénégal	250 millions de francs CFA (1 million de dollars)		janvier 1975
		22 087 dollars	11 août 1977
14. Soudan	5 millions de dollars		9 décembre 1976 (versements échelonnés sur cinq ans)
15. Suède		1 million de couronnes suédoises (231 215 dollars)	19 août 1975
	1 million de couronnes suédoises (208 877 dollars)		5 septembre 1977
		1 million de couronnes suédoises (208 877 dollars)	10 novembre 1977
16. Suisse	340 000 francs suisses (182 796 dollars)		3 février 1978 (versements échelonnés sur quatre ans)
		100 000 francs suisses (53 763 dollars)	7 mars 1978
17. Tunisie	10 000 dollars		11 novembre 1977
18. Venezuela	10 millions de dollars		18 août 1975 (versements échelonnés sur cinq ans)
		2 millions de dollars	29 janvier 1976
		2 millions de dollars	6 septembre 1977
19. Zaïre		100 000 dollars	6 juillet 1977
	<u>126 405 045 dollars</u> ^{a/}	<u>78 066 021 dollars</u> ^{b/}	

(Voir notes page suivante)

(Notes de l'annexe IV)

a/ Y compris les fonds destinés aux activités relevant des programmes.

b/ Ce total prend en compte les contributions reçues sans avoir été annoncées antérieurement; pour plus de détails, dans chaque cas, se reporter à la deuxième colonne. Les contributions dont le montant est libellé en monnaie locale ont parfois été versées dans cette même monnaie. Les sommes en dollars indiquées dans la colonne des montants annoncés ont été calculées au taux de change en vigueur au moment où la contribution a été annoncée; ces chiffres peuvent varier en fonction du taux de change en vigueur au moment du paiement effectif.

ANNEXE V

Membres des comités consultatifs pour les programmes
et coordonnateurs des programmes et des projets de
l'Université des Nations Unies

A. Programme sur la famine dans le monde

1. Membres du Comité consultatif

- Dr Marie-Thérèse Basse, directeur de l'Institut de technologie alimentaire, Dakar (Sénégal) a/;
- M. George H. Beaton, professeur et directeur du Département de nutrition et de bromatologie, Université de Toronto (Canada) a/;
- M. Moisés Béhar, chef du Service de nutrition de l'Organisation mondiale de la santé, Genève (Suisse);
- M. Stanislaw Berger, professeur et directeur de l'Institut de nutrition humaine, Université agronome de Varsovie (Pologne) a/;
- M. R. Alexander Buchanan, attaché de liaison australien, projet de gestion alimentaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Haute Commission australienne, Kuala Lumpur (Malaisie) a/;
- M. Sol H. Chafkin, Division des affaires nationales et du développement social, Fondation Ford, New York (Etats-Unis d'Amérique);
- M. Wenche Barth Eide, Institut de recherche nutritionnelle de l'Ecole de médecine de l'Université d'Oslo (Norvège);
- M. Mamdouh Gabr, professeur de pédiatrie, Hôpital Mounira, Le Caire (Egypte) a/;
- Mme Emmy Hookham, spécialiste des programmes nutritionnels et d'économie ménagère domestique, UNESCO, Paris (France) a/;
- M. Mogens Jul, professeur de conservation des aliments, Université royale vétérinaire et agricole, Copenhague (Danemark);
- Dr Darwin Karyadi, directeur du Centre de recherche-développement en matière de nutrition, Bogor (Indonésie) a/;
- M. Paul Lunven, chef du Service des évaluations alimentaires et nutritionnelles de la Division des politiques alimentaires et de la nutrition, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome (Italie);
- M. Jose Dutra de Oliveira, professeur à la Faculté de médecine, Ribeirão Preto (Brésil) a/;
- Dr Ade Wale Omololu, professeur de nutrition humaine à l'Université d'Ibadan, Ibadan (Nigéria) a/;
- M. H. A. B. Parpia, conseiller principal, Centre de recherche en matière de développement, Département de l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome (Italie);
- Dr Frank C. Ramsey, directeur du Centre national de nutrition, Bridgetown (Barbade, Indes occidentales) a/;

a/ Membres dont le mandat expire en juin 1978.

M. Nevin S. Scrimshaw, conseiller principal du Programme sur la famine dans le monde de l'Université des Nations Unies, chef du Département de nutrition et de bromatologie de l'Institut de technologie du Massachusetts, Cambridge, Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique);

M. Tokuji Watanabe, professeur, Département d'économie domestique de l'Université féminine de Kyoritsu, Tokyo (Japon) a/;

M. Roger G. Whitehead, directeur du Laboratoire de nutrition Dunn, Université de Cambridge et Conseil de la recherche médicale, Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

2. Coordonnateurs

M. Guillermo Arroyave, coordonnateur résident de l'Université des Nations Unies, coordonnateur interrégional (Université des Nations Unies - Programme pour la famine dans le monde) pour l'hémisphère occidentale, Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (Guatemala);

M. Rodolfo Florentino, coordonnateur résident de l'Université des Nations Unies, Centre de nutrition des Philippines, Makati (Philippines);

M. Bance L. Amia, coordonnateur résident de l'Université des Nations Unies, Institut central de recherche sur les techniques alimentaires, Mysore (Inde);

M. Ricardo Uauy, coordonnateur résident de l'Université des Nations Unies, Institut de la nutrition et des techniques alimentaires, Université du Chili, Santiago (Chili);

M. E. M. Thain, coordonnateur résident de l'Université des Nations Unies, Institut des produits tropicaux, Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);

M. Miguel Layrisse, coordonnateur résident de l'Université des Nations Unies, Institut vénézuélien de recherche scientifique, Caracas (Venezuela);

Mme Barbara Underwood, coordonnateur résident de l'Université des Nations Unies, assistante du Conseiller principal du Programme sur la famine dans le monde. Programme international de politique alimentaire et nutritionnel, Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique);

M. Fred T. Sai, coordonnateur interrégional (Université des Nations Unies - Programme sur la famine dans le monde) pour l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe; Institut de recherches statistiques, sociales et économiques, Université du Ghana, Legon (Ghana).

B. Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

1. Membres du Comité consultatif

M. Gerardo Budowski, directeur du Programme des ressources naturelles renouvelables, Centre de formation et de recherche en matière d'agriculture tropicale, Turrialba (Costa Rica);

M. James M. Harrison, Ottawa (Canada);

- M. Jack D. Ives, directeur de l'Institut de recherches arctiques et alpines, Université du Colorado, Boulder, Colorado (Etats-Unis d'Amérique);
- M. I. Kobori, professeur à la faculté des sciences de l'Université de Tokyo, Tokyo (Japon);
- M. Maurice Lévy, professeur au laboratoire de physique théorique et des hautes énergies de l'Université Pierre et Marie Curie, Paris (France);
- M. Jack A. Mabbutt, directeur de l'Ecole de géographie, University of New South Wales, Kensington (Australie);
- M. G. J. Afolabi Ojo, doyen d'administration, Université d'Ife, Ile-Ife (Nigéria);
- M. Sanga Sabhasri, secrétaire général du Conseil national de la recherche de Thaïlande, Bangkok (Thaïlande);
- M. Didin S. Sastrapradja, vice-président du Conseil de la recherche, Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Djakarta (Indonésie);
- M. Michael J. Wise, professeur à la London School of Economics and Political Sciences, Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
- M. Gilbert White, ancien directeur de l'Institut des sciences du comportement, Université du Colorado, Boulder, Colorado (Etats-Unis d'Amérique).

2. Coordonnateurs

- M. Gerardo Budowski, coordonnateur du projet sur les systèmes agro-forestiers, directeur du Programme des ressources naturelles renouvelables, Centre de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale, Turrialba (Costa Rica);
- M. Jack D. Ives, coordonnateur du projet sur les systèmes d'interaction entre les hautes et les basses terres, directeur de l'Institut de recherches arctiques et alpines de l'Université du Colorado, Boulder, Colorado (Etats-Unis d'Amérique);
- M. Maurice Lévy, coordonnateur du projet sur l'approvisionnement des collectivités rurales en énergie, Laboratoire de physique théorique et des hautes énergies de l'Université Pierre et Marie Curie, Paris (France);
- M. Jack A. Mabbutt, coordonnateur du projet sur l'évaluation de l'application des connaissances scientifiques aux problèmes des terres arides, Ecole de géographie de l'Université de New South Wales, Kensington (Australie);
- M. G. J. Afolabi Ojo, coordonnateur du projet sur les systèmes d'énergie des régions rurales, doyen d'administration de l'Université d'Ife, Ile-Ife (Nigéria).

C. Programme de développement humain et social

1. Membres du Comité consultatif

- M. Mohammed S. E. Abulezz, président de l'Institut de recherche et d'études arabes, Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science, Garden City (Egypte);
- M. Samir Amin, directeur de l'Institut africain du développement et de la planification économiques, Dakar (Sénégal);

Mme Elise Boulding, Université du Colorado, Boulder, Colorado (Etats-Unis d'Amérique);

M. Janusz W. Golebiowski, Varsovie (Pologne);

M. Manuel Perez Guerrero, ministre d'Etat chargé des affaires économiques internationales, Caracas (Venezuela);

M. J. Ki-Zerbo, Ouagadougou (Haute-Volta);

M. Rajni Kothari, président du Conseil indien de recherche en matière de sciences sociales, New Delhi (Inde);

M. Michio Nagai, Tokyo (Japon);

M. K. Soedjatmoko, Office national de planification du développement de la République d'Indonésie, Djakarta (Indonésie);

M. Rodolfo Stavenhagen, El Colegio de México, Mexico (Mexique);

M. Alain Touraine, Maison des sciences de l'homme, Centre national de la recherche scientifique, Paris (France);

M. Carl-Friedrich von Weizsacker, directeur de l'Institut Max-Planck, Starnberg (République fédérale d'Allemagne).

2. Coordonnateurs

M. Anouar Abdel-Malek, coordonnateur du projet sur l'évaluation socio-culturelle comparée des différents choix en matière de développement dans un monde en mutation, Maison des sciences de l'homme, Centre national de la recherche scientifique, Paris (France);

M. Johan Galtung, coordonnateur du projet sur les objectifs, processus et indicateurs de développement, Bureau de l'UNITAR à Genève, Palais des Nations, Genève (Suisse);

M. Takeshi Hayashi, coordonnateur du projet sur le transfert, la transformation et le développement des techniques : l'expérience japonaise. Bureau de la planification et du coordonnateur de la recherche, Institut des économies en développement, Tokyo (Japon);

M. Amilcar Herrera, coordonnateur du projet sur les systèmes de recherche-développement en milieu rural, Centre de recherche sur la politique scientifique, Université du Sussex, Brighton (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);

M. Chandra Soysa, coordonnateur du projet sur la mise en commun de techniques traditionnelles (ou endogènes), Institut Marga, Colombo (Sri Lanka).

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. امتنع عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
